



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 JANVIER 1909.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4075

#### PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 28 décembre 1908.

Le vingt-unième jour de décembre mil neuf cent huit, monsieur Napoléon Séguin, de la cité de Montréal, a été élu député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour représenter le district électoral de Montréal, division No 1.

L. G. DESJARDINS,  
29 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

#### Proclamation

Canada, Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd JANUARY, 1909.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 4076

#### PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 28th December, 1908.

The twenty first day of December, one thousand nine hundred and eight, Napoléon Séguin, esq., of the city of Montreal, has been elected member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec to represent the electoral district of Montreal, division No. 1.

L. G. DESJARDINS,  
30 Clerk of the Crown in Chancery.

#### Proclamation

Canada, Province of Québec. } C. A. P. PELLETIER.  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois de JANVIER mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour du mois de FEVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

27

Avis du Gouvernement

No. 36.84.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, les biens-fonds connus au cadastre officiel de Tingwick, sous les numéros 1035, 1037, 1039 et 1040, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Rémi de Tingwick, dans le même comté. 25

No 3622-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis-du-Mil-Énd, dans le comté d'Hochelaga, la paroisse de Saint-George, bornée au nord-est par la paroisse de Saint-Denis, au sud-est par le centre des rues Saint-Viateur et Lauretta et partie par la ligne limitative qui sépare

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH of the month of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of JANUARY, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

28

Government Notices

No. 36.84.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Application to fix limits of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Tingwick, in the county of Arthabaska, the lots known on the official cadastre of Tingwick, as numbers 1035, 1037, 1039 and 1040, and to annex them to the school municipality of Saint Rémi de Tingwick, in the same county. 26

No 3622-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to fix limits of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Louis du Mil End, in the county of Hochelaga, the parish of Saint George, bounded on the north east by the parish of Saint Denis, on the south east partly by the centre of Saint Viateur and Lauretta streets and partly by

les numéros 120, 119 et 45 des numéros 121, 122 et 46, au sud-ouest par le centre de la rue Hutchison, au nord-ouest partie par la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix et partie par la paroisse de Saint-Edouard, et d'ériger cette paroisse en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint George.

23

La compagnie "The Jaune River Lumber Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est au Lac Beauport, dans le comté de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Olin F. Philbrooke, du Lac Beauport.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 28 décembre 1908.

La compagnie "McLachlin Bros, Limited," a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à la cité de Hull, et aux bureaux de la banque d'Ottawa, dans la rue Main, du même endroit.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Gilbert Cochrane Wainwright, de la cité de Hull.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 28 décembre 1908.

33

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Gilbert McMurtry Gilmour, manufacturier, George William McClafferty, comptable, Joseph Jenkins, avocat, John McKenzie Gilmour, manufacturier, Honoré Guyon, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de manufacturiers et marchands de savon, et à cette fin acquérir et prendre, comme une affaire en opération, les affaires maintenant conduites aux Nos. 604, 606 et 608 Avenue Papineau, dans la cité de Montréal, sous les noms et raison de "The Gilmour Company", et l'actif et les biens meubles et immeubles, et les dettes de cette affaire, et en particulier les recettes et formules des procédés de manufacture, et le droit de manufacturer et vendre certains savons maintenant manufacturés par la dite société ;

Acheter, manufacturer, purifier, préparer et vendre toute sorte d'huiles et substances oléagineuses et saponacées ;

Faire les affaires de pharmaciens, manufacturiers et de chimistes et droguistes en général, de manufacturiers et marchands de toute sorte d'articles de toilette, de manufacturiers de toute sorte de b. ites et caisses en carton, bois, métal ou autrement, et comme imprimeurs, d'impressions en couleurs, éditeurs, libraires, manufacturiers de parfums et de tous les objets et articles de commerce dans lesquels les produits indirects provenant de la manufacture de savon entrent ou en forment partie ;

Enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, et tenir, posséder, employer, mettre en opération, introduire, vendre, céder aucune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations, et procédés y ayant rapport ou garantis sous patente du Canada ou d'aucun autre pays propre aux affaires de la Compagnie, ou en disposer autrement ;

Acquérir, entreprendre et conduire toutes ou aucune partie des affaires, actif et passif, de toute

the boundary line which divides the numbers 120, 119 and 45 from the numbers 121, 122 and 46, on the south west by the centre of Hutchison street, on the north west partly by the parish of Saint Jean de la Croix and partly by the parish of Saint Edouard, and to erect this parish into a distinct school municipality under the name of Saint George.

24

"The Jaune River Lumber Company," has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Lac Beauport, in the county of Québec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits or proceedings instituted against it, is Mr. Olin F. Philbrooke, of Lac Beauport.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial secretary.

Québec, 28th December, 1908.

"The McLachlin Bros, Limited," has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief principal place of business, in the province, is in the city of Hull, and in the offices of the bank of Ottawa, on Main street of the same place.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits or proceedings instituted against it, is Mr. Gilbert Cochrane Wainwright, of the city of Hull.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 28th December, 1908.

34

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty first day of December, 1908, incorporating Messrs. Gilbert McMurtry Gilmour, manufacturer, George William McClafferty, accountant, Joseph Jenkins, advocate, John McKenzie Gilmour, manufacturer, Honoré Guyon, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of soap manufacturers and dealers, and incidentally to acquire and take over as a going concern the business now carried on at Nos. 604, 606 and 608 Papineau Avenue, in the city of Montreal, under the firm name and style of "The Gilmour Company", and the assets and property real and personal, moveable and immoveable, and the liabilities of that business, and in particular the recipes and formulas as to the processes of manufacturing and the right to manufacture and deal in certain soaps now manufactured by said firm ;

To buy, manufacture, refine, prepare and deal in all kinds of oils and oleaginous and saponaceous substances ;

To carry on business as pharmaceutical, manufacturing and general chemists and druggists and manufacturers of and dealers in all kinds of toilet requisites, and manufacturers of all kinds of boxes and cases of card board, wood, metal, or otherwise, and as printers, color printers, publishers, stationers, manufacturers of perfumes and all commodities and articles of merchandise into which the by products arising from the manufacture of soap enter or form part ;

To register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks, formulas, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under patent or otherwise of Canada, or of any other country pertinent to the business of the company ;

To acquire, undertake and carry on all or any part of the business, assets and liabilities of any

personne, société, association ou corporation qui peuvent paraître à la Compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport aux susdits objets, ou calculées directement ou indirectement à rendre profitable ou à augmenter la valeur des biens ou droits de la Compagnie, pour le présent, et de les payer soit en tout ou en partie par l'émission d'actions payées ou en bons de la Compagnie.

Acquérir, posséder, en aucune manière que la compagnie peut décider, du stock dans aucune autre compagnie incorporée conduisant les mêmes affaires, et en disposer ;

Vendre l'entreprise de la compagnie pour actions, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets tout à fait ou en partie semblables à cette compagnie, et en disposer ;

Les opérations de la compagnie seront conduites dans toute la province de Québec comme patrons, agents, entrepreneurs, fideicommissaires ou autrement, sous le nom de "The Gilmour Soap Works Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de décembre 1908.

JOS. BOIVIN,

31

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Benjamin Tooke, manufacturier, James G. Ross, comptable, J. Alexander Cameron, notaire public, William John White, avocat et conseil en loi du Roi, Archibald William Moffatt, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents et comme tels faire les affaires d'assurance, d'immeubles, de collections et de rapports, agir comme courtiers, facteurs, agents financiers, promoteurs et en général faire les affaires d'agence et de commission, sous le nom de "F. Bartels Agency Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de décembre 1908.

JOS. BOIVIN,

3

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. John Mullins, gérant, John P. Nugent, marchand-tailleur, Peter Butler, maître charretier, Louis Auguste Derome, notaire public, Joseph Henry Dillon, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs ;

Acquérir par achat, comme une affaire en opération, et faire les affaires d'hôtel maintenant conduites dans la cité de Montréal, sous le nom de Vancouver Hôtel, avec tout son mobilier, fournitures, stock de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens meubles en général, et de les payer en argent ou en bons ou actions payées de la compagnie ;

Acquérir par achat, échanger, louer ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme une affaire en opération ou autrement, et faire les affaires de tout hôtel ou restaurant avec ou sans les

person, firm, association, or corporation, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above, or calculated directly or indirectly to render profitable or enhance the value of the company's property or rights for the time being, and the same to pay for either wholly or in part by the issue of fully paid-up shares or bonds of the company ;

To acquire, hold and dispose of in whatever way the company may decide, stock in any other joint stock company conducting a similar business ;

To sell and dispose of the undertaking of the company for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to this company ;

The operations of the company to be carried on throughout the province of Quebec as principal agents, contractors, trustees or otherwise, under the name of "The Gilmour Soap Works Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this twenty fourth day of December, 1908.

JOS. BOIVIN,

32

Asst Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1908, incorporating Messrs. Benjamin Tooke, manufacturer, James G. Ross, accountant, J. Alexander Cameron, notary public, William John White, advocate and King's Council, Archibald William Moffatt, bookkeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of agents, and as such to engage in the business of insurance, real estate, collecting and reporting, to act as brokers, factors, financial agents, promoters and generally to carry on an agency and commission business, under the name of "F. Bartels, Agency Incorporated," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred shares (200), of one hundred dollars each (\$100.00).

The principal place of business of the corporation in this province, will be at the city of Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty fourth day of December, 1908.

JOS. BOIVIN,

4

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1908, incorporating Messrs. John Mullins, manager, John P. Nugent, merchant-tailor, Peter Butler, master carter, Louis Auguste Derome, notary public, Joseph Henry Dillon, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants ;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on, the hotel business now being carried on in the city of Montreal, under the name of Vancouver Hotel with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good-will, and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid-up shares of the company ;

To acquire by purchase, exchange, lease, or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotels or restaurant business with or without the

terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et son mobilier, fournitures et tous les autres biens en général et de les payer en argent ou en bons ou en actions payées de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou aucun autre titre tout immeuble qui peut être nécessaire pour les objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et de payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en bons ou actions payées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer hypothéquer tous ou aucun de ses meubles ou immeubles ou en faire le commerce et en disposer autrement, et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter sur aucun des terrains acquis par la compagnie ou en sa possession, des hôtels, restaurants et toutes les autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération de la susdite entreprise ;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être en rapport ou avantageux à la mise en opération d'aucun des susdits objets, sous le nom de "The Arcade Hotel Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Wilfrid Carrière, commis, Hector Ménard, gentilhomme, David Dufault, comptable, Rosario Genest, avocat, et Joseph Marier, étudiant en loi, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes ou aucunes des affaires de manufacturiers, marchands, importateurs, exportateurs en général sans aucune limite quant à la nature des produits et marchandises, mais spécialement de marchandises sèches de toute nature et description, y compris des dentelles, broderies et lingeries, toiles, soies, notions, rubans, mouchoirs, gants, rideaux, tissus de toute sorte, fournitures de maison et tous les articles et commodités pour l'usage et consommation personnels et domestiques ;

Faire toutes ou aucune des affaires d'importation et faire le commerce de porcelaines, verreries, faïences, fournitures de maison, ustensiles, ornements, bric-à-brac, papeteries et objets de fantaisie ;

Faire les affaires de manufacturiers et marchands de parfumeries, savons, articles de toilette de toute sorte et articles requis pour ornements, récréations ou amusements ;

Faire les affaires de libraires ;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, changer et échanger, louer par bail, exporter et vendre toutes sortes d'articles et objets qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites affaires, ou fournis ou vendus par les personnes engagées dans aucune des dites affaires, ou qui peuvent être capables ou vendus avec profit en rapport à aucune des dites affaires ;

Agir comme agents ou représentants de marchands en gros et de manufacturiers ;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucun des objets, ou l'acquisition d'aucun ou plus des objets ci-dessus énumérés ou ayant rapport aux pouvoirs ci-dessus nommés, ou qui peuvent en aucun temps paraître utiles ou avantageux pour la protection ou bénéfice de la corporation, soit comme actionnaires ou intéressés dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "W. Carrière & Company Incorporated", avec un capital total de vingt

lands and buildings, used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid-up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire, or to hold by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid-up shares of the company ;

To sell, exchange, dispose of, lease, mortgage or otherwise deal with all or any of its moveable and immovable property, and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "The Arcade Hotel Company" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1908, incorporating Messrs. Wilfrid Carrière, clerk, Hector Ménard, gentleman, David Dufault, accountant, Rosario Genest, advocate and Joseph Marier, law student, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on or any of the business of manufacturers, merchants, importers, exporters, generally without limitation as to class of products and merchandise, but especially of dry goods of every class and description, including laces, embroideries and white goods, lincens, silks, notions, ribbons, handkerchiefs, gloves, curtains, textile fabrics of all kinds, household fittings and all articles and commodities of personal and household use and consumption ;

To carry on all or any of the business of importing and dealing in china, glassware, crockery, household fittings, utensils, ornaments, bric-à-brac, stationery and fancy goods ;

To carry on the business of manufacturers and dealers in perfumery, soap, toilet articles of all kinds and articles required for ornament, recreation or amusement ;

To carry on the business of book sellers ;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let on hire, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses, or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such businesses, or which may seem capable or being profitably dealt with in connection with any of the said businesses ;

To act as agents or representatives of wholesale merchants and manufacturers ;

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or incidental to the powers herein named, or which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in, any property or otherwise, under the name of W. Carrière & Company Incorporated, with a total capital stock of twenty

mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

1

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Joseph Jobin, Phydime Rochette, Chrysanthé Jobin, Arthur Couture et Alexandre Julien, tous cultivateurs, de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, dans le but suivant, savoir : exploiter des moulins à scie, acheter et vendre des limites à bois, faire le commerce de bois en général, sous le nom de "C. Jobin & Cie, incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera à Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

4639, 2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18 décembre 1908, constituant en corporation MM. William Patrick O'Brien, agent de change, Frederick Henry Manley, courtier de débentures, Arnold Wainwright, avocat, Davley Burley Smith, sténographe, et Maurice Alexander, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie minière avec les pouvoirs suivants : chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charroyer, draguer, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en iceux : des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts révisés en la manière prescrite par iceux :

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandise, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Promouvoir ou aider à promouvoir, et devenir actionnaires dans toute compagnie auxiliaire ou alliée ou autre compagnie faisant ou ayant pour ses objets l'opération de toute affaire semblable à celle de la compagnie ou utile ou qui peut être mise en opération avec icelle ;

thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

2

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 15th day of December, 1908, incorporating Messrs. Joseph Jobin, Phydime Rochette, Chrysanthé Jobin, Arthur Couture and Alexandre Julien, all farmers of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, for the following purpose, to wit: to operate saw mills, buy and sell timber limits, to do a general lumber business, under the name of "C. Jobin & Cie, incorporated", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be at Saint Augustin, in the county of Portneuf.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifteenth day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

4640

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th December, 1908, incorporating Messrs. William Patrick O'Brien, stock-broker, Frederick Henry Manley, bond-broker, Arnold Wainwright, advocate, Davley Burley Smith, stenographer, and Maurice Alexander, student, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as a mining company with the following powers : to prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, dredged, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; to render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of inventions, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property, or upon those under its control, telegraph, telephone lines, embarkments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

To exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231, of the revised statutes in the manner therein prescribed ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To promote or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company, carrying on, or having for its object, any business similar to that of this company, or useful thereto, or which can be operated in connection therewith ;

Entrer en aucun arrangement pour amalgamation ou partage de profits avec toute compagnie ayant les objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de les posséder, vendre ou en faire le commerce autrement ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes.

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

Que les actionnaires ci-dessus n'encourront aucune responsabilité personnelle dans l'augmentation du montant du prix payé ou consenti à être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Compton Gold Dredging Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000), divisé en cinq cent mille (500,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans cette Province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

4653.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Louis Albéric Amiot, entrepreneur, de la ville de la Longue Pointe, Césaire Lemay, entrepreneur, de la cité de Montréal, Victor Lemay, restaurateur, de la ville de Saint-Louis, Odilon Leroux, restaurateur, de la cité de Montréal, J. Arthur Tanguay, hôtelier, de la cité de Montréal, Joseph Riendeau, inspecteur des pêcheries, de la cité de Montréal, Napoléon Ferdinand Duquette, bourgeois, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

D'établir, fonder, exploiter un club social, littéraire et athlétique, sous le nom de "Le Club Social Mille Fleurs" incorporé, avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de la Longue Pointe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province

4673-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

#### SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS.

Des soumissions adressées au Trésorier de la Province de Québec, seront reçues au département du trésorier de la province de Québec, jusqu'à mardi, le 26 janvier 1909, inclusivement, pour l'achat d'obligations de la province de Québec, au montant de \$750,000, émises sous l'autorité de la loi 7 de Québec, 7 Édouard VII, chapitre 36, étant "Loi concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal," et un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil du 16 décembre 1908.

Ces obligations sont datées du 1er décembre 1903, sont rachetables dans cinquante ans de leur date, et portent intérêt au taux de quatre pour

To enter into any arrangement for amalgamation or sharing profits with any company, having objects wholly or in part similar to those of this company, and to purchase or otherwise acquire, shares and securities of any such company, and to hold, sell or otherwise deal in the same ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights, of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole, or in part, if t so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

That the shareholders therein shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares under the name of "The Compton Gold Dredging Company", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in this Province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty first day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

4654

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1908, incorporating Messrs. Louis Albéric Amiot, contractor, of the town of Longue Pointe, Césaire Lemay, contractor, of the city of Montreal, Victor Lemay, restaurant-keeper, of the town of Saint-Louis, Odilon Leroux, restaurant-keeper, of the city of Montreal, J. Arthur Tanguay, hotel-keeper, of the city of Montreal, Joseph Riendeau, inspector of fisheries, of the city of Montreal, Napoléon Ferdinand Duquette, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To establish, found and put in running order a social, literary and athletic club, under the name of "Le Club Social Mille Fleurs", incorporated, with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Longue Pointe.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

4647

PROVINCE OF QUEBEC.

#### TENDERS FOR DEBENTURES.

Tenders, addressed to the Treasurer of the Province of Quebec, will be received at the provincial treasurer department, Quebec, up to Tuesday, the 26th January, 1909, inclusive, for the purchase of debentures of the province of Quebec, to the amount of \$750,000, issued under the authority of the Quebec Act 7 Édouard VII, chapter 36, being : "An Act respecting the building of a new gaol in the district of Montreal", and of order of the lieutenant-governor in council, of the 16th December, 1908.

These debentures are dated the 1st December, 1903, are redeemable in fifty years from their date, and bear interest at the rate of four per cent

cent par année, payable annuellement. Elles pourront être rachetées en tout temps après l'expiration de vingt-cinq ans à compter de leur date, après avis d'un an, dans la "Gazette Officielle de Québec," sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil; à l'expiration de cet avis, l'intérêt sur icelles cessera de courir. Le fonds d'amortissement pour leur rachat est pourvu par une taxe prélevée sous l'autorité de la loi 12 Victoria, chapitre 112.

Par ordre,  
H. T. MACHIN,  
Assistant trésorier de la province,  
Québec.

4655-2

SÉNAT DU CANADA.  
AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et, si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

DANS LE CAS OU DES POUVOIRS EXCLUSIFS SONT  
DEMANDÉS.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du ritoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et, si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres Permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffe du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langues anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "Avis de bill privé"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

4425 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de

per annum, payable annually. They may be redeemed at any time after the expiration of 25 years from their date, by one year's notice, in the "Quebec Official Gazette", under authority of the lieutenant-governor in council; after expiration of which notice interest thereon shall cease. The sinking fund for their redemption is provided for from the tax collectable under the authority of the Act 12 Victoria, chapter 112.

By order,  
H. T. MACHIN,  
Assistant provincial treasurer,  
Québec.

4616

THE SENATE OF CANADA.

NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

IN CASES WHERE EXCLUSIVE POWERS ARE  
ASKED

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each Province or Territory which may be affected by the passing of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated;

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the Notice; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee on Standing Orders; and a statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the Clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Québec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the Clerk of the Senate, endorsed "Private Bill Notice"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relating thereto, published in the *Canada Gazette*, or apply at this office.

4426 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions

l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

4077

R. CAMPBELL,  
Assistant G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

4078

R. CAMPBELL,  
Assistant C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cents cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for

d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

4079

---

### ERRATUM.

---

A la page 1971, de la "Gazette Officielle" du 26 décembre 1908, dans l'avis d'incorporation de la "The Compton Gold Dredging Company", lisez : "en vertu de la loi des compagnies minières de Québec", au lieu de "en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907." 35

---

### Demande à la Législature

---

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de "The Montreal Trust and Deposit Company", en changeant le nom de la compagnie, en augmentant son capital et en ajoutant à ses pouvoirs existants, les pouvoirs conférés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

ARCHER, PERRON &  
TASCHEREAU,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 26 décembre 1908. 19

### AVIS.

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, au sujet du testament de feu Margaret Ewing, veuve de William Galt, de Montréal, pour confirmer certains titres accordés à cette fin et pour autres dispositions y ayant rapport.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 28 décembre 1908. 63

correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

4080

---

### ERRATUM.

---

On page 1971, of the "Official Gazette" of the 26th December, 1908, in the notice of the incorporation of The Compton Gold Dredging Company, read : "In virtue of the Quebec mining companies act," instead of "in virtue of the Quebec companies act, 1907." 36

---

### Application to the Legislature

---

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Québec, application will be made for an act to amend the charter of the Montreal Trust and Deposit Company, by changing the name of the company, increasing its capital and by adding to its existing powers, the powers conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

ARCHER, PERRON &  
TASCHEREAU,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 26th December, 1908. 20

### NOTICE.

Application will be made at the next session of the Legislature of Québec, respecting the will of the late Margaret Ewing, widow of William Galt, of Montreal, to confirm certain titles granted thereunder and to make other provisions in regard thereto.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 28th December, 1908. 64

## AVIS.

La Maison des Etudiants, à la prochaine session de la législature, demandera des amendements à sa charte, et entr'autres au sujet de la gestion de ses affaires, de la composition, de la commission et du conseil d'administration, de la cotisation annuelle et de son imposition. 69

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte amendant la loi 63 Vict., chapitre 96, et l'autorisant à reconstruire l'église incendiée le 12 octobre 1907, pour ratifier la nomination des syndics choisis par la fabrique, pour la reconstruction de la dite église, avec pouvoir de faire les emprunts et assumer les obligations nécessaires à la dite reconstruction et autres pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de l'œuvre.

McAVOY, LEMIEUX,  
DUPRE & GODIN,  
Avocats de la requérante.

Montréal, décembre 1908. 55

Avis public est par les présentes donné que J. G. B. Leclair, propriétaire de moulins à scie, de la ville de Sorel, Albert Bienvenue, propriétaire de moulins à scie, du village de Varennes, Philias Gaudette, propriétaire de moulins à scie, de la ville de Saint-Ours, F. M. Mondou, propriétaire de moulins à scie, du village de Yamaska Est, et Joseph Hébert, inspecteur d'écoles de la ville de Longueuil, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, sous le nom de "La compagnie d'assurance mutuelle des moulins à scie", avec bureau principal à Longueuil, dans le comté de Chambly, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance, et de réassurance contre le feu, et de faire et exécuter toute autre chose se rattachant à ses opérations et de nature à les faciliter et pour toutes autres fins.

JOSEPH HEBERT,  
Procureur des requérants.

53

Avis public est par les présentes donné, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par messieurs Max Wiseman, Edgard Lemieux, Pacific Gauthier, Gaston A. Lapierre, J. S. Budyk et Léonore Gratton, tous médecins, pour obtenir une loi ayant pour effet d'antidater leur brevet et leur permettre de pratiquer la médecine; le dit même avis est aussi donné par monsieur Edouard Millaire, E. E. M., demandant d'antidater son brevet et lui permettre de pratiquer la médecine après examen.

M. A. LEMIEUX,  
Procureur pour les pétitionnaires  
Québec, 15 décembre 1908. 4569-3

Avis est par les présentes donné que je demanderai à la législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à m'admettre à la pratique du notariat, après examen.

M. J. O. PARENT.  
14 décembre 1908. 4567-3

The North Eastern Railway Company fera application à l'Assemblée Législative de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte lui permettant de commencer la construction de son chemin de fer après le temps prévu par l'article 18 de l'acte 6 Edouard VII, chapitre 64, ainsi que pour augmenter le nombre d'années pendant lesquelles la dite ligne doit être complétée.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Procureurs de la dite compagnie.  
Montréal, 19 décembre 1908. 4665-2

## NOTICE.

La Maison des Etudiants, at the next session of the Legislature, will make application for amendments to its charter, and amongst others as to the administration of its affairs, the composition and election of the board of administrators, the annual fee and its imposition. 70

Notice is hereby given that a bill will be presented to the Quebec Legislature, at its next session, by "l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint Paul, de Montréal", to obtain the passation of an act amending the law 63 Vict., chapter 96, and to authorize them to rebuild the burned church on the 12th of October, 1907, to ratify the nomination of the trustees chosen by "la fabrique", for the rebuilding of the said church, with powers for negotiating loans and contracting all necessary obligations in connection with the said construction and all the necessary other powers for the completion of the said work.

McAVOY, LEMIEUX,  
DUPRE & GODIN,  
Attorneys for petitioner.

Montreal, December, 1908. 56

Public notice is hereby given that J. G. B. Leclair, a saw mill owner, of the town of Sorel, Albert Bienvenue, a saw mill owner, of the village of Varennes, Philias Gaudette, a saw mill owner, of the town of Saint Ours, F. M. Mondou, a saw mill owner, of the village of Yamaska East, and Joseph Hébert, school inspector, of the town of Longueuil, all of the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session to obtain an act to incorporate them and such persons, as may associate themselves with them as a mutual fire assurance company, under the name of "La compagnie d'assurance mutuelle des moulins à Scie", with its head office in the town of Longueuil, in the county of Chambly, with power to enter into contracts of insurance and re-assurance against fire, and to do and execute all other things connected with its operations and of a nature to facilitate the same, and for all other purposes.

JOSEPH HEBERT,  
Attorney for applicants.

54

Public notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Messrs Max Wiseman, Edgard Lemieux, Pacific Gauthier, Gaston A. Lapierre, J. S. Budyk and Leonore Gratton, all physicians, for the passing of a bill having the effect of ante-dating their brevet and permitting them the practice of medicine; the said same notice is also given by Mr. Edouard Millaire, medical student, requesting to anti-date his brevet and allow him the practice of medicine after examination.

M. A. LEMIEUX,  
Attorney for petitioners.  
Québec, 15th December, 1908. 4570

Notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the board of notaries of the province of Quebec, to admit me to the practice of the notarial profession, after having passed the examination.

M. J. O. PARENT.  
14th December, 1908. 4568

\* The North Eastern Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act allowing it to begin the building of its railway beyond the delays fixed by 6 Edward VII, chap. 64, section 18, and to have the number of years during which said railway has to be built increased.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Attorneys for the said company.  
Montreal, 19th December, 1908. 4666

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec Mesdemoiselles Johanna Malone, Annie Watters, Annie Fox, Helen Gillespie et Elizabeth Webb, toutes de la cité et du district de Montréal, présenteront un bill pour demander d'être incorporées comme corporation charitable et philanthropique, sous le nom de "Saint Anthony's Guild".

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats des requérants.

Montréal, 21 décembre 1908. 4663-2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant en corporation, sous le nom "Les Prévoyants du Canada", pour des fins de bienfaisance et de fonds de pension, toutes personnes, société ou corporation qui deviendront actionnaires de la compagnie, avec pouvoir de posséder les propriétés mobilières ou immobilières, de faire le commerce d'assurance sous forme de fonds de pension et de faire toutes les opérations ordinaires des compagnies de ce genre; la dite association devant se composer d'actionnaires, sociétaires et rentiers, avec un capital de \$150,000, divisé en 1500 actions de \$100 chacune pouvant être augmenté jusqu'à un million de piastres, ayant le pouvoir de faire les règlements nécessaires pour son organisation, déterminant à quelles conditions elle pourra opérer dans la province, définissant les pouvoirs des directeurs, des actionnaires et d'un conseil de surveillance, la contribution annuelle, les amendes, cotisations, et accordant à la dite compagnie tous les pouvoirs, privilèges et franchises nécessaires aux objets pour lesquels la compagnie est formée et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec, 21 décembre 1908. 4681-2

AVIS

Les grevés et le curateur à la substitution créée par un acte de donation de feu Maurice Gougeon, à ses enfants, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer définitif un partage provisoire entre les grevés à la dite substitution et pour autoriser chacun des dits grevés à vendre par lots et de gré à gré la partie leur revenant sur partage d'une terre aujourd'hui connue sous le numéro cent soixante-quinze (No 175), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, et ce, sans avoir recours aux formalités exigées pour la vente des biens substitués et aussi pour autres fins.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats des grevés et du curateur à la substitution

de feu Maurice Gougeon,

Montréal, 21 décembre 1908. 4661-2

Avis est par le présent donné que M. George-Arthur Racine, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

CYRILLE F. DELAGE,

4435-4 Procureur du pétitionnaire.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, par "The Ottawa Golf Club", pour obtenir un acte déclarant que la sous-section 3 de la section 46 de l'acte 63 Vict., chapitre 12, ne s'appliquera pas au club, mais que le club sera considéré comme étant sous la sous-section 2 de la dite section 46, et pour autres fins.

THE OTTAWA GOLF CLUB.

Daté 4 décembre 1908. 4449-3

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Miss Johanna Malone, Miss Annie Watters, Miss Annie Fox, Miss Helon Gillespie and Miss Elizabeth Webb, all of the city and district of Montreal, will present a bill asking to be incorporated as a charitable and philanthropic corporation, under the name of "Saint Anthony's Guild".

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st December, 1908. 4664

Notice is hereby given that an application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate under the name "Les Prévoyants du Canada", for objects of charity and pension funds, all persons, partnerships or corporations which will become shareholders of the company, with powers to own and possess moveable and immoveable properties, to carry on the business of assurance under the form of pension funds and to make all the operations usual to companies of that kind; the said association to be composed of shareholders, stockholders and pensioners, with a capital of \$150,000, divided into 1500 shares of \$100.00 each, which may be increased up to one million dollars, with power to make by-laws necessary for its organisation, determining the conditions under which their operations may be carried in this province, defining the powers of the directors, shareholders and of an inspection board, the annual contribution, penalties assessments, and giving to the said company all powers, privileges and franchises necessary for the objects of the company and for other purposes.

L. A. CANNON,

Solicitor for applicants.

Québec, 21st December, 1908. 4682

NOTICE.

The institutes and the curator to the substitution created by a deed of gift of the late Maurice Gougeon, to his children, give notice they will present a bill to the Legislature of Quebec, at its next session, to have definitely declared a provisional division between the institutes to the said substitution and to authorize each of the said institutes to sell by lots, and by common consent the part coming to them on division of a land now known as number one hundred and seventy five (No. 175), on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, and this, without having recourse to the formalities required for the sale of substituted properties and also for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Advocates of the institutes and curator to

the substitution of the late Maurice Gougeon.

Montreal, 21st December, 1908. 4662

Notice is hereby given that Mr. George-Arthur Racine, of the city of Quebec, will apply to the Legislature of this province for the passing of a Bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

CYRILLE F. DELAGE,

4436 Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by the Ottawa Golf Club, for an act declaring that sub-section 3 of section 46 of the act 63 Vict., chapter 12, shall not apply to the club, but that the club shall be deemed to come under sub-section 2 of said section 46, and for other purposes.

THE OTTAWA GOLF CLUB.

Dated 4th December, 1908. 4450

## AVIS

The Quebec County Railway Company s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte au sujet du temps pour la construction de ses lignes et pour plus de pouvoirs et privilèges.

R. CAMPBELL,  
Procureur de la compagnie.  
Québec, 24 décembre 1908. 4713.2

Avis est par le présent donné que M. Victor Darveau, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province, à sa prochaine session l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

CYRILLE F. DELAGE,  
Procureur pour le pétitionnaire.  
4433.4

## AVIS.

Avis est par les présentes donné, qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la compagnie de chemin de fer de Matane et Gaspé présentera un bill pour les fins ci-après mentionnées et autres nécessaires à la construction, au maintien et l'exploitation du dit chemin :

- 1° Pour changer le nom de la compagnie ;
- 2° Pour désigner Sainte-Flavie au lieu de Saint Octave de Métis comme point de raccordement avec l'Intercolonial ; pour désigner les points de raccordement avec le chemin de fer Transcontinental, dans les comtés de Témiscouata et Kamouraska ; avoir droit de continuer une ligne principale ou des embranchements jusqu'à la tête de la Rivière Matane, et continuant vers l'est jusqu'à la tête des Rivières Sainte-Anne et Magdeleine, puis, de là se rendre jusqu'au village de Mont Louis, dans le comté de Gaspé, et de là se continuer jusqu'au bassin de Gaspé, soit en suivant le littoral du fleuve ou partant d'un point sur la ligne principale en arrière des cantons Tourelle, Christie et Duchesner jusqu'au dit bassin de Gaspé ;
- 3° Changer l'endroit du bureau principal et la date de l'assemblée annuelle des actionnaires ;
- 4° Augmenter le capital de la compagnie jusqu'au montant de quatre millions de piastres ;
- 5° Pour fixer le montant des actions à \$100.00 au lieu de \$50.00.

R. DUPONT,  
Secrétaire.  
Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,  
Procureurs de la requérante.  
Québec, 20 novembre 1908. 4261-5

Avis public est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Catherine Mitcheson, veuve de feu Stanley Clark Bagg, et Robert Stanley Clark Bagg, écuyer, B. C. L., tous deux des cités et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Stanley Clark Bagg, pour obtenir un acte afin d'amender le statut 38 Victoria (Québec) chapitre 94, et d'étendre les pouvoirs des exécuteurs des dits biens de S. C. Bagg, et pourvoir à leur rémunération, et pour autres fins.

HICKSON & CAMPBELL,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 1er décembre 1908. 4495-4

Avis est par le présent donné que "The Hull Electric Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, dans le but de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

RODOLPHE PARADIS,  
Procureur des requérants.  
Hull, 10 décembre 1908. 4533.3

## NOTICE

The Quebec County Railway Company will apply at the next session of the Legislature of Province of Quebec, for amendments to its charter, as to the time for constructing its lines and for further powers and privileges.

R. CAMPBELL,  
Attorney for company.  
Quebec, 24th December 1908. 4714

Notice is hereby given that Mr. Victor Darveau of the city of Quebec, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for the adoption of a bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

CYRILLE F. DELAGE,  
Attorney for the petitioner.  
4434

## NOTICE.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Matane and Gaspé Railway Company will present a bill for the hereinafter mentioned purposes and others necessary for the building, maintenance and working of said road :

1. To change the name of the company ;
2. To designate Sainte Flavie instead of Saint Octave de Métis as a connecting point with the Intercolonial ; to designate the connecting points with the Transcontinental Railway, in the counties of Temiscouata and Kamouraska ; to have the right to continue its main line or branches to the head of the Matane river, and continuing towards the east to the head of the Saint Ann and Magdeleine rivers, thence to the village of Mont Louis, in the county of Gaspé, and thence to Gaspé basin either in following the coast of the river, or starting from a point on the main line, behind the townships Tourelle, Christie and Duchesner, to the said Gaspé basin ;
3. To change the place of its principal business office and the date of the general meeting of the shareholders ;
4. To increase the capital of the company to four million dollars ;
5. To fix the price of the shares at \$100.00 instead of \$50.00.

R. DUPONT,  
Secretary.  
Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,  
Attorneys for petitioner.  
Quebec, 20th November, 1908. 4262

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec application will be made by Dame Catherine Mitcheson, widow of the late Stanley Clark Bagg, and Robert Stanley Clark Bagg, esquire, B. C. L., both of the city and district of Montreal, in their quality of executors under the last will and testament of the late Stanley Clark Bagg, for an act amending the statute 38 Victoria (Quebec), chapter 94, and enlarging the powers of the executors of the said estate S. C. Bagg, and to provide for their remuneration, and for other purposes.

HICKSON & CAMPBELL,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 1st December, 1908. 4496

Notice is hereby given that The Hull Electric Company will make application at the next session of the legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of changing the date of the annual general meeting of the shareholders.

RODOLPHE PARADIS,  
Solicitor for applicants.  
Hull, 10th December, 1908. 4534

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Lachine, présentera un bill à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la refonte des lois qui la régissent ; la constituer en corporation de cité, agrandir son territoire ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, sauf certaines modifications quant aux commissions du conseil, aux auditeurs, aux estimateurs, à la confection des listes d'électeurs, aux élections, aux assemblées du conseil, à la publication des règlements et leur approbation par les électeurs, aux pouvoirs de réglementation concernant les chiens, les travaux d'égoûts, d'aqueduc et de lumière électrique qui pourront être faits aux frais de la municipalité, au travail manuel le dimanche, aux abattoirs publics, aux dispositions concernant la prescription des taxes, leur perception et les privilèges qui s'y rapportent, la vente des immeubles pour non paiement, le pouvoir de taxer les cultivateurs et la définition des biens imposables ; pour lui conserver ses pouvoirs : de renouveler ses débetures, d'emprunter sur billets, d'accorder un escompte sur toutes les taxes et une exemption de taxe temporaire sur les bâtisses nouvelles, de réglementer les constructions, de prohiber les porcheries, d'enlever la neige sur les trottoirs et de faire l'arrosage des rues ; pour fixer le nombre des membres du conseil, leurs qualifications, et l'époque des élections ; limiter les droits d'action contre la municipalité ; créer une commission de finance et définir ses devoirs ; limiter le nombre des licences d'hôtels et de magasins de liqueurs ; l'autoriser à exécuter des travaux sur la berge de l'ancien canal Lachine ; l'autoriser à faire des règlements pour fermer les rues et places publiques, pour régler l'enlèvement de la glace sur le fleuve Saint-Laurent ; créer un fonds de secours pour les employés de la cité et pour d'autres fins ; pour l'autoriser à prélever des taxes sur les poteaux dans les rues et places publiques ; à exécuter des travaux dans la paroisse de Lachine, pour redresser et creuser la rivière Saint-Pierre ; pour définir les pouvoirs de son ingénieur ; pour ratifier le règlement No 117, accordant une exemption de taxes et un bonus à la "Imperial Locomotive & Machine Co of Canada", passé le 11 octobre 1907 et le règlement No 124, pourvoyant à la construction d'un marché public, passé par son conseil ; pour restreindre le pouvoir de taxation accordé par la loi, 8 Édouard VII, chapitre 141, et pour lui accorder d'autres pouvoirs, de faire des règlements, de taxer, et pour d'autres fins.

**LAURENDEAU, PELLETIER  
& PELLETIER,**

Procureurs de la corporation de la ville de Lachine.  
Montréal, 7 décembre 1908. 4493.4

Avis est par les présentes donné que la Corporation des Syndics de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un acte pour émettre des débetures sur la garantie des cotisations à être imposées et autres privilèges, pour la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon.

**ARCHAMBAULT & CHAMPAGNE,**  
4583.3 Secrétaire des syndics.

Avis public est par le présent donné que "The Dominion Lime Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à son acte d'incorporation et ses amendements dans les buts suivants, à savoir :

(1) Réduire le montant de son capital total, et avec pouvoir de réduire ou augmenter de nouveau le dit capital total.

(2) Changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la dite compagnie.

**HURD, FRASER,  
MACDONALD & RUGG,**

Procureurs des requérants.  
Sherbrooke, 15 décembre 1908. 4611-3

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the revision of the laws which govern it ; to constitute it into a city corporation, enlarge its territory ; submit it to the provisions of the cities and towns' act, 1903, except certain modifications as to the commissions of the council, the auditors, the valuers, the making up of the list of electors, the elections, the meetings of the council, the publication of the by-laws and their approval by the electors, the powers of regulations respecting dogs, the sewers, water works and electric light which may be made at the expense of the municipality, the manual labor on Sunday, the public slaughter houses, the provisions respecting the prescription of taxes, their collection and the privileges attached thereto, the sale of immovables for non payment, the power to tax farmers and the definition of taxable property, to preserve its powers ; to renew its debentures, to borrow on notes, to grant a discount on all taxes and an exemption of temporary tax on new buildings, to make regulations for buildings, to prohibit pigsties, to take the snow off the sidewalks and sprinkle the streets, to fix the number of members of the council, their qualifications, and the time of the elections, limit the rights of proceeding against the municipality, create a finance commission and define its duties, limit the number of hotel and liquor store licenses, authorize it to carry on works on the bank of the old Lachine canal, to authorize it to made by-laws to close the streets and public parks ; to regulate the taking out of ice on the river Saint Lawrence ; create a benefit fund for the employees of the city and for other purposes ; to authorize it to levy taxes on posts in the streets and public places, to carry on works in the parish of Lachine ; to straighten and deepen the river Saint Peter ; to define the powers of its engineer ; to ratify the by-law No. 117, granting an exemption of taxes and a bonus to the Imperial Locomotive & Machine Co. of Canada, passed the 11th of October, 1907, and the by-law No. 124, providing for the construction of a public market, passed by its council, to restrict the power of taxation granted by the law 8 Ed. VII, ch. 141, and to grant it other powers, to make by-laws, to tax, and for other purposes.

**LAURENDEAU, PELLETIER  
& PELLETIER,**

Advocates for the corporation of the town of Lachine.  
Montreal, 7th December, 1908. 4494

Notice is hereby given that the Corporation of the Trustees of the parish of Saint Gabriel de Brandon will apply to the Legislature of the province, at its next session, for the passing of an act to issue debentures on the guarantee of the assessments to be imposed and other privileges, for the erection of a church and sacristy in the said parish of Saint Gabriel de Brandon.

**ARCHAMBAULT & CHAMPAGNE,**  
4584 Secretaries of the trustees.

Public notice is hereby given that The Dominion Lime Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an amendment to its act of incorporation, and amending acts for the following, among other purposes, to wit :

(1) To reduce the amount of its capital stock, and with power to again reduce or increase such capital stock.

(2) To change the date of the annual general meeting of the shareholders of said company.

**HURD, FRASER,  
MACDONALD & RUGG,**

Attorneys for applicants.  
Sherbrooke, 15th December, 1908. 4612

Avis est par le présent donné que Edward A. O'Callaghan, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans le district de Arthabaska, province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,  
Saint-Ferdinand d'Halifax,  
4 décembre 1908. 4473-4

Notice is hereby given that Edward A. O'Callaghan, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, in the district of Arthabaska, province of Quebec, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,  
Saint Ferdinand d'Halifax,  
4th December, 1908. 4474

Avis Divers

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
No 1.

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES CONTESTEES ET AMENDEMENTS.

In re Election d'un membre de la Chambre des Communes du Canada, pour le district de Sainte-Marie, Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les 19ième et 26ième jours d'octobre 1908, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Geo. Thibault, Pétitionnaire ;

M. Martin, et Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le dix-huitième jour du mois courant, j'ai reçu de M. G. H. Plourde, député-protonotaire et greffier de la cour supérieure pour le district de Montréal, une copie de la pétition d'élection, en cette cause, avec une copie de comparution et élection de domicile des avocats des pétitionnaires, et que conformément à la loi et aux règles de pratique de la dite cour, j'ai publié les dites pétition, comparution et élection de domicile des avocats des pétitionnaires, en délivrant les dites copies au registraire de la division d'enregistrement de Montréal-Est, dans le district électoral de Sainte-Marie, où toute personne pourra en avoir communication.

ARTHUR GAGNÉ,  
Officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, Sainte Marie.  
Montréal, 18 décembre 1908. 13

Miscellaneous Notices

Canada, }  
Province of Quebec. } Superior Court.  
District of Montreal. }  
No. 1.

THE DOMINION CONTROVERTED ELECTION ACT AND AMENDMENTS.

In re Election of a member of the House of Commons of Canada, for the district of Saint Mary's, Montreal, in the judicial district of Montreal, held the 19th and 26th days of October, 1908, being respectively the nomination and voting days.

Geo. Thibault, Petitioner ;

M. Martin, and Defendant.

Notice is hereby given that, the 18th day of the present month, I received from Mr. G. H. Plourde, deputy prothonotary and clerk of the superior court for the district of Montreal, a copy of the election petition, in this case, with a copy of the appearance and election of domicile of the lawyers of the petitioners, and that in conformity with the law and the rules of practice of the said court, I have published the said petition, appearance and election of domicile of the lawyers of the petitioners, in delivering said copies to the registrar of the registration division of Montreal-East, in the electoral district of Saint Mary's, where all persons may take communication thereof.

ARTHUR GAGNÉ,  
Returning officer for the electoral district of Saint Mary, Montreal.  
Montreal, 18th December, 1908. 14

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of the law.

Examens du 12 janvier 1909.—Examinations of 12th January, 1909.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
1	Cameron.....	A. W.....	25	Montréal.
2	Orankshaw.....	James, jr.....	24	do
3	Olivier.....	J. Adolphe.....	25	Jollette.
4	Pelletier.....	Alexis, D.....	33	Montréal.
5	Tritt.....	Sam. G.....	25	do

G. HUGH SEMPLE,  
Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.  
Montréal, 28 décembre 1908.—28th December, 1908. 59-60

PROVINCE DE QUÉBEC.—PROVINCE OF QUEBEC.  
 DISTRICT D'OTTAWA.—DISTRICT OF OTTAWA.

Tableau d'aspirant à la profession d'avocat.—List of candidates for the profession of advocate.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Côté.....	Pierre Martial.....	47 ans—years.	Ottawa, Ont.

5-6 L. A. LÉDUC,  
 Secrétaire du Barreau, district d'Ottawa.—Secretary of the Bar, district of Ottawa.

LISTE DES CANDIDATS POUR ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.

LIST OF CANDIDATES FOR ADMISSION TO PRACTICE LAW.

Examen du 12 janvier 1909.—Examination to be held 12th January, 1909.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Bachand.....	Charles Emile.....	25 ans—years.	Sherbrooke.

CHAS. D. WHITE,  
 Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary, Bar of Saint Francis.  
 Sherbrooke, 28 décembre—28th December, 1908. 47-48

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of the law.

Examens de janvier 1909.—Examinations of January, 1909.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Asselin.....	René Edouard.....	26	Rimouski.
Bélanger.....	Arthur.....	24	Saint-Anselme.
Morand.....	Lucien.....	23	Lotbinière.

CHARLES SMITH,  
 Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary Bar of Quebec.  
 Québec, 28 décembre.—28th December, 1908. 67-68

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1 De Billy ..	Valmore .....	19	Victoriaville.....	Collège du Sacré-Cœur et Séminaire de Nicolet.
2 Marier....	Elphège.....	20	Drummondville....	Séminaire de Nicolet.
3 Thibault ..	Cyrus Olivier..	19	Victoriaville.....	Cours de Kerméno et Séminaire de Nicolet.

JULES POISSON,  
 Secrétaire du barreau d'Arthabaska.—Secretary, bar of Arthabaska.  
 Arthabaska, 21 décembre—21st December, 1908. 4693-94

## AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Brome.—District de Bedford.

Avis public est par le présent donné qu'après l'expiration de deux mois de la première publication de cet avis, une demande sera fait au lieutenant-gouverneur en conseil, pour confirmer en faveur des requérants ci-après nommés deux actes de donation ou de transport de "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" et "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", deux corporations dument incorporées suivant la loi, la première ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, et la dernière dans la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, passés devant Moses O. Hart, notaire, le huitième jour de janvier 1906, des morceaux de terre suivants, pour les fins d'un cimetière chrétien protestant, les dits morceaux de terre étant les lots numéros vingt-neuf (29) et deux cent cinquante-trois (253), des plan et livre de renvoi officiels de la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, et pour in orperer les dits requérants en une société de sépulture sous le nom de "The Friends Union Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir tel autre terrain joignant les dits lots qui peut être nécessaire à l'avenir, le tout conformément aux articles 5553 et suivants et amendements des statuts révisés de Québec, au sujet des compagnies de cimetière.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit : Philip W. Faber, Merritt Stevens et Eli W. Hall, tous de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, et Moses H. Bedee, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, et Robert H. Strange, du village de Cowansville, dans le dit district.

J. E. FAY,

Procureur des requérants.

Knowlton, Qué., 2 novembre 1908. 4071.8

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 3402.

Dame Sarah Rauchback, des cité et district de Montréal, épouse du dit Marcus Loofer, et dument autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Marcus Loofer, commis, au même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le vingt-troisième jour de décembre 1908.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 décembre 1908. 4715-2

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Saint-François. }  
No 871.

Dame Lilla Catherine *alias* Katie Chester, du canton de Westbury dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Percy A. Munkittrick, du dit canton de Westbury, dans le dit district, journalier, dument autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Percy A. Munkittrick, du canton de Westbury, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huit novembre 1908.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 4 décembre 1908. 4465.4

## PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Brome—District of Bedford.

Public notice is hereby given that after the expiry of two months from the first publication of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to confirm to or in favor of the hereinafter named applicants two certain deeds of gift or grants from "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" and "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", two corporations duly incorporated according to law, the former having its chief office and principal place of business in the city of New York, one of the united states of America, and the latter in the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, passed before Moses O. Hart, notary, on the eighth day of January, 1906, of the following pieces or parcels of land, for the purposes of a protestant christian burying ground or cemetery, the said pieces of land being lots numbers twenty nine (29) and two hundred and fifty three (253), of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, and to incorporate the said applicants into a burial society to be known as "The Friends Union Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining said lots as may become necessary in the future, the whole in conformity with articles 5253 and seq., and amendments, thereto of the revised statutes of Quebec, regarding cemetery companies.

The names and residences in full of the said applicants are as follows : Philip W. Taber, Merritt Stevens and Eli W. Hall, all of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, and Moses H. Bedee, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, and Robert H. Strange of the village of Cowansville, in said district.

J. E. FAY,

Attorney for applicants.

Knowlton, Que., 20th November, 1908. 4072

Province of Québec, }  
District of Montréal. } Superior Court.  
No. 3402.

Dame Sarah Rauchback, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs

Marcus Loofer, clerk, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty third day of December, 1908.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd December, 1908. 4716

Canada, }  
Province of Québec, } Superior Court.  
District of Saint Francis. }  
No. 871.

Lilla Catherine *alias* Katie Chester, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis wife common as to property of Percy A. Munkittrick, of the said township of Westbury, in the said district, laborer, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Percy A. Munkittrick, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-eighth day of November, 1908.

J. LEONARD,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 4th December 1908. 4466

Province de Québec,  
District de Montréal. }  
No 98.

Dame Anna Bougie, épouse commune en biens de Omer Lefebvre, charretier des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

J. H. DAVID,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 décembre 1908. 4579-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 1582.

Dame Betsie Sidler, de la cité de Montreal, dit district, épouse commune en biens de Mayer Lithner, marchand de fourrures du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

JEAN CHARBONNEAU,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1908. 4575-3

Province de Quebec, }  
District de Montmagny. } Cour Supérieure.  
No 442.

Dame Philomène Michaud, épouse de Thomas Bouchard, marchand, de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Bouchard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de décembre 1908.

AIME M. DECHENE,  
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 15 décembre 1908. 4625.3

Province de Quebec, }  
District de Montreal. } Cour Supérieure.  
No 335.

Dame Henriette Claude, de la cité et du district de Montreal, épouse commune en biens de Joseph Léon Rinfret dit Malouin, menuisier, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph L. Rinfret dit Malouin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

H. A. CHOLETTE,  
Avocat de la demanderesse

Montreal, 19 novembre 1908. 4405.5

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure.  
No 8066.

Dame Joséphine Normandin, épouse commune en biens de Henri Dupont, cultivateur, tous deux de la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, district de Bedford,

Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Dupont, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée devant cette cour.

F. X. A. GIROUX,  
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 23 décembre 1908. 4711-2

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.  
No 1652.

Dame Emélie Cardinal, de la cité de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Almer Pitre, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

NUMA E. BROSOIT,  
Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 1er décembre 1908. 4689-2

Province of Quebec,  
District of Montreal. }  
No. 98.

Dame Anna Bougie, wife common as to property of Omer Lefebvre, cartier, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. H. DAVID,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th December, 1908. 4580

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 1582.

Dame Betsie Sidler, of the city of Montreal, wife common as to property of Mayer Lithner, furrier, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

J. H. CHARBONNEAU,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1908. 4576

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. } Superior Court.  
No. 442.

Dame Philomène Michaud, wife of Thomas Bouchard, merchant, of the parish of Saint Roch des Aulnaies, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Thomas Bouchard, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 10th day of December, 1908.

AIME M. DECHENE,  
Attorney for the plaintiff.

Montmagny, 15th December, 1908. 4626

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 335.

Dame Henriette Claude, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Léon Rinfret dit Malouin, carpenter, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph L. Rinfret dit Malouin, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

H. A. CHOLETTE,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th November, 1908. 4406

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.  
No. 8066.

Dame Joséphine Normandin, wife common as to property of Henri Dupont, farmer, both of the parish of Notre Dame de Stanbridge, said district,

Plaintiff ;

vs

The said Henri Dupont, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted in this court.

F. X. A. GIROUX,  
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 23rd December, 1908. 4712

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } Superior Court.  
No. 1652.

Dame Emélie Cardinal, of the city of Salaberry de Valleyfield, in the said district, wife common as to property of Almer Pitre, laborer of the same place and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

NUMA E. BROSOIT,

Attorney for the plaintiff.

Valleyfield, 1st December, 1908. 4690

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
No 247.

Dame Flore Boisvert, épouse commune en biens de Louis Denoncourt, commerçant, de la cité des Trois-Rivières, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

PHILIPPE BIGUÉ,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 19 décembre 1908. 4677-2

Dame Céline Pichette a institué, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari, Francis Trudel, agent, de la municipalité du village de DeLorimier, devant la cour supérieure du district de Montreal, sous le numéro 1586.

OSCAR SENECAI,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 décembre 1908. 4543-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 506.

Dame Onésime Cyr, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Napoléon Giroux, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

ROBILLARD & TETREAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er décembre 1908. 4375-5

#### AVIS

Province de Québec, }  
District de Québec. }

#### LA COMPAGNIE DE LA CITÉ DES TENTES.

A une assemblée générale des actionnaires de la compagnie de la Cité des Tentes, tenue en la cité de Québec, le 16 décembre 1908, il a été unanimement résolu que la dite compagnie soit déclarée dissoute et liquidée volontairement, et J. M. Johnston, de la cité de Québec, comptable, a été nommé liquidateur volontaire.

En foi de quoi nous avons signé les présentes à Québec, ce 22 décembre 1908.

WM. M. MACPHERSON,

Président.

T. LEVASSEUR,

Secrétaire.

11

#### Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Terrebonne. }  
No 148.

Dans l'affaire de Joseph Gervais, marchand, de Saint-Canut, district de Terrebonne,

Insolvable ;

et

Alber A. Pageau, commis-marchand, des cité et district de Montréal,

Requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique, district de Terrebonne.

GAGNON & FORTIER,

Protonotaire C. S.

Sainte-Scholastique, 22 décembre 1908. 9

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 247.

Dame Flore Boisvert, wife common as to property of Louis Denoncourt, trader, of the city of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE BIGUÉ,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 19th December, 1908. 4678

Dame Céline Pichette has instituted, this day, a suit for separation of property against her husband, Francis Trudel, of the municipality of the village of DeLorimier, before the superior court, of the district of Montreal, in the case number 1586.

OSCAR SENECAI,

Attorney for the plaintiff

Montreal, 11th December, 1908. 4514

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 506

Dame Onésime Cyr, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Napoleon Giroux, carpenter, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

ROBILLARD & TETREAU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 1st December, 1908. 4376

#### Notice

Province of Quebec, }  
District of Quebec. }

#### THE TENTED CITY COMPANY.

At a general meeting of the shareholders of the Tented City Company, held in the city of Quebec, the 16th December, 1908, it was unanimously resolved that the said company be dissolved and voluntarily liquidated, and J. M. Johnston, of the city of Quebec, accountant, has been named voluntary liquidator.

In testimony whereof we have signed these presents at Quebec, this 22nd of December, 1908.

WM. M. MACPHERSON,

Président.

T. LEVASSEUR,

Secretary.

12

#### Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Terrebonne. }  
No. 148

In the matter of Joseph Gervais, merchant, of Saint Canut, district of Terrebonne,

Insolvent ;

and

Alber A. Pageau, merchant's clerk, of the city and district of Montreal,

Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the above named has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Scholastique, district of Terrebonne.

GAGNON & FORTIER,

Prothonotary S. C.

Saint Scholastique, 22nd December, 1908. 10

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de A. Ellison & Son, Montréal, P. Q.  
 Avis est par le présent donné que les dits faillis  
 ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs  
 biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau  
 du protonotaire, Montréal.  
 ARTHUR W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud,  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 23 décembre 1908. 15

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Arthur Thibodeau, Saint-Jérôme,  
 P. Q. Failli.  
 Avis est par le présent donné que le dit failli a  
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du pro-  
 tonotaire, à Saint-Jérôme.  
 PIERRE SIMARD,  
 Gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud,  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 21 décembre 1908. 17

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Donat Bessette, épicier, Insolvable.  
 Avis est donné que, le 28e jour de décembre  
 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés  
 curateurs conjoints à la succession du sus-nommé,  
 qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et  
 effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
 être produites entre nos mains dans les trente  
 jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 PAUL LS. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint-François Xavier, Montréal. 37

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 No 67.  
 Dans l'affaire de Joseph Ernest Beauchemin, fabri-  
 cant de beurre et de fromage, du canton de  
 Wotton, dans le district de Saint-François,  
 Débiteur insolvable ;  
 et  
 Eugène Côté, commerçant, du canton de Wotton,  
 Créancier requérant cessation.  
 Avis est par le présent donné que le débiteur a  
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
 protonotaire dans la cour supérieure, à Sherbrooke,  
 dans le district de Saint-François.

EUGENE COTE,  
 Gardien provisoire.  
 Daté ce vingt-troisième jour de décembre mil  
 neuf cent huit. 39

Province Québec, }  
 District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*  
 Dame Susan Parsons *et al.*, Demandeurs ;  
 vs  
 William Hooper, (absent), Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-  
 huitième jour de décembre 1908, par ordre de la  
 cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit  
 défendeur, et de tout son actif pour le bénéfice de  
 ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment  
 doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue  
 Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,  
 Curateur.  
 Sherbrooke, 28 décembre 1908. 41

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of A. Ellison & Son, Montreal, P. Q.  
 Notice is hereby given that the said insolvents  
 have, this day, made, in the prothonotary's office, in  
 Montreal, a judicial abandonment of their property  
 for the benefit of their creditors.  
 ARTHUR W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 23rd December, 1908. 16

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court*  
 In the matter of Arthur Thibodeau, Saint-Jérôme,  
 P. Q. Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent has,  
 this day, made, in the prothonotary's office, in Saint  
 Jérôme, a judicial abandonment of his property for  
 the benefit of his creditors  
 PIERRE SIMARD,  
 Provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 21st December, 1908. 18

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Donat Bessette, grocer, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, on the twenty  
 eighth day of December, 1908, by order of the court,  
 we were appointed joint curators to the estate of  
 the above named, who has made a judicial aban-  
 donment of all his assets for the benefit of his  
 creditors.  
 Sworn claims must be filed at our office within  
 thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 PAUL LS. TURGEON,  
 Joint curators  
 Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier, Montreal. 38

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }  
 No. 67.  
 In the matter of Joseph Ernest Beauchemin, butter  
 and cheese maker, of the township of Wotton, in  
 the district of Saint Francis,  
 Insolvent debtor ;  
 and  
 Eugène Côté, trader, of the township of Wotton,  
 Creditor demanding assignment.  
 Notice is hereby given that the above debtor has,  
 this day, made a judicial abandonment of his assets  
 for the benefit of his creditors, at the office of the  
 prothonotary of the superior court, at Sherbrooke,  
 in the district of Saint Francis.

EUGENE COTE,  
 Provisional guardian.  
 Dated this twenty third day of December, one  
 thousand nine hundred and eight. 40

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 Dame Susan Parsons *et al.*, Plaintiffs.  
 vs  
 William Hooper, (an absentee), Défendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty eighth  
 day of December, 1908, by order of the court, I  
 was appointed curator of the estate of above defen-  
 dant, and of all his assets for the benefit of his  
 creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath,  
 at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke,  
 within one month.

JOHN J. GRIFFITH,  
 Curator.  
 Sherbrooke, 28th December, 1908. 42

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Guibault, sr, Joliette, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende dans l'affaire susdite, lequel sera payable à mon bureau, No 17, Place Lavaltrie, Joliette, le ou après le 11 janvier 1909.

E. G. PICHE,  
Curateur.

7

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de George J. Kitchen, faisant affaires sous le nom de Kitchen Co., Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 28e jour de décembre 1908, par ordre de la Cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre mes mains sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.

Fraser Building, 43, rue Saint-Sacrement,  
Montréal, 28 décembre 1908. 51

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. Raymond, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 29e jour de décembre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques,  
Montréal, 2 janvier 1909. 65

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "Roberts & Company," confiseurs, Montréal, Qué.

Avis est par le présent donné que, le 28e jour de décembre 1908, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

E. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wright & Kingan,  
54, Guardian Bldg.  
Montréal, 28 décembre 1908. 61

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Thibert, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 24e jour de décembre 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques,  
Montréal, 28 décembre 1908. 49

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Joseph Guibault, sr, Joliette, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, and will be payable at my office, 17, Place Lavaltrie, Joliette, on or after the 11th January, 1909.

E. G. PICHE,  
Curator.

8

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of George J. Kitchen, trading as Kitchen Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on 28th December, 1908, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

Fraser Building, 43, Saint Sacrament street,  
Montreal, 28th December, 1908. 52

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. Raymond, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th day of December, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street,  
Montreal, 2nd January, 1909. 66

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Roberts & Company, confectioners, Montreal, Que.,

Notice is hereby given that, on the 28th day of December, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our office within one month.

R. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,  
Joint curators.

Office of Wright & Kingan,  
54, Guardian Building,  
Montreal, 28th December, 1908. 62

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Thibert, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 24th day of December, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street, Montreal,  
Montreal, 28th December, 1908. 50

## EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de The Mount Royal Tea Rooms Ltd.  
 Montréal, Qué., En liquidation.  
 Avis est par le présent donné que, le 18<sup>e</sup> jour de  
 décembre 1908, par ordre de la Cour, nous avons  
 été nommés liquidateurs conjoints des biens de la  
 susdite compagnie en liquidation.  
 Les réclamations doivent être déposées dans notre  
 bureau sous un mois.

E. ALEX. WRIGHT,  
 GORDON B. KINGAN,  
 Liquidateurs conjoints.

Bureau de Wright & Kingan,  
 54, Guardian Building.  
 Montréal, 18 décembre 1908. 4671.2

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
 No 2448.  
 Le vingt-sixième jour de décembre mil neuf  
 cent huit.  
 Présent : le protonotaire.  
 Joseph Tremblay, comm. réant, de Sainte-Anne,  
 Demandeur ;

vs

William Tremblay, de Chicoutimi,  
 Défendeur ;

et

Lemieux & Carrier, Opposants afin de conserver.  
 Vu la motion des opposants afin de conserver  
 pour appel des créanciers du défendeur,  
 Vu l'allégation de déconfiture faite en leur oppo-  
 sition afin de conserver,  
 Vu l'article 673, C. P. C.,  
 Vu aussi l'article 33,  
 Le protonotaire de cette cour ordonne aux créan-  
 ciers du défendeur de produire leurs réclamations,  
 au greffe de cette cour, dans les quinze jours de la  
 date de la première insertion du présent ordre,  
 dans la "Gazette Officielle de Québec."  
 Vraie copie,

F. X. GOSSELIN,  
 P. C. S.

21

## Licitations

Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2575.

## LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la  
 Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le dis-  
 trict de Montréal, le dix-neuf décembre 1908, dans  
 une cause dans laquelle Robert B. Brown, mar-  
 chand, de la ville de Westmount, dans le district  
 de Montréal, est Demandeur ; et Joseph Edward  
 Brown, de la ville de Westmount, district de Mont-  
 réal, Sidney Clifford Brown, de la cité de Montréal,  
 dit district, Révérend Albert Victor Brown, de  
 New Castle, dans la province d'Ontario, Arthur  
 Ernest Brown, autrefois de la cité de Montréal et  
 maintenant de lieux inconnus, et James H. Brown,  
 de la dite cité de Montréal, en sa qualité de cura-  
 teur à l'absent, le dit Arthur Ernest Brown,  
 suivant acte de curatelle homologué par la cour  
 supérieure du district de Montréal, le dix-sept août  
 1905, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des  
 immeubles suivants désignés comme suit, savoir :

## UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of the Royal Tea Rooms Ltd.,  
 Montreal, Que., In liquidation.  
 Notice is hereby given that, on the 18th day of  
 December, 1908, by order of the court, we were  
 appointed joint liquidators to the estate of the  
 above named company in liquidation.  
 Claims must be filed at our office within one  
 month.

E. ALEX. WRIGHT,  
 GORDON B. KINGAN,  
 Joint liquidators.

Office of Wright & Kingan,  
 54, Guardian Building,  
 Montreal, 18th December, 1908. 4672

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
 No. 2448.  
 The twenty sixth day of December, one thousand  
 nine hundred and eight.  
 Present : the Prothonotary.  
 Joseph Tremblay, trader, of Saint Ann,  
 Plaintiff ;

vs

William Tremblay, of Chicoutimi,  
 Defendant ;

and

Lemieux & Carrier, Opposants for payment.  
 Seeing the motion of opposants for payment for  
 the calling in of the creditors of the defendant,  
 Seeing the allegation of discomfiture made in  
 their opposition for payment,  
 Seeing article 673, C. C. P.,  
 Seeing also article 33,  
 The prothonotary of this court orders the credi-  
 tors of the defendant to file their claims with the  
 clerk of this court, within fifteen days from the date  
 of the first insertion of the present order, in the  
 "Quebec Official Gazette."  
 True copy.

F. X. GOSSELIN,  
 P. S. C.

22

## Licitations

Canada,  
 Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2575.

## LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the  
 superior court, sitting at Montreal, in the district  
 of Montreal, the nineteenth day of December, 1908,  
 in a case in which Robert B. Brown, merchant, of  
 the town of Westmount, in the district of Montreal,  
 is Plaintiff ; and Joseph Edward Brown, of the  
 town of Westmount, said district, Sidney Clifford  
 Brown, of the city of Montreal, said district,  
 Reverend Albert Victor Brown, of New Castle,  
 Province of Ontario, Arthur Ernest Brown, for-  
 merly of the said city of Montreal, and now of  
 place unknown, and James H. Brown, of the said  
 city of Montreal, in his quality of curator to the  
 absentee, said Arthur Ernest Brown, according to  
 a deed of curatorship homologated by the superior  
 court of the district of Montreal, on the seven-  
 teenth day of August, 1905, are Defendant, order-  
 ing the licitation of the immoveables hereunder  
 mentioned and described as follows, to wit :

1° Un immeuble portant les numéros de subdivision un, deux et trois, du numéro cent dix, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées

2° Un immeuble situé dans le quartier Centre de la dite cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre de la dite cité—avec bâtisses dessus érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER mil neuf cent neuf, cour tenante, dans la salle d'audience No 31 du palais de justice, en la cité de Montréal, district de Mon réal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

Tout enchérisseur pour chacun des immeubles ci-dessus désignés devra déposer entre les mains du protonotaire de la dite cour supérieure, avant l'adjudication finale, une somme de cinq cents dollars, et faute par lui de ce faire, l'immeuble ainsi adjugé sera immédiatement remis à l'enchère.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats du demandeur.

Montréal, 22 décembre 1908. 4709.2  
[Première publication, 26 décembre 1908.]

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 2924.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le deuxième jour de décembre mil neuf cent huit, dans une cause dans laquelle Joseph Deslauriers, cultivateur, de la paroisse de Saint-Mathias, dans le district de Saint-Hyacinthe, est Demandeur ; et Alexandre Deslauriers, de Saint-Basile le Grand, dans le district de Montréal ; Delle Marie-Louise Deslauriers, de la ville de Montréal, dans le district de Montréal ; Georges Deslauriers, de la municipalité de Legal, dans la province d'Alberta ; Alexis Deslauriers, de la ville de Charlesson, dans l'état de la Virginia, l'un des états-unis d'Amérique ; Gonzague Trudeau, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Basile le Grand, en sa qualité de curateur à Alphonse et à Euclide Deslauriers, autrefois de la dite paroisse de Saint-Basile le Grand, et maintenant absent de la province de Québec, sur un acte de curatelle rendu par la cour supérieure du district de Montréal, le dix-huit septembre dix-neuf cent six ; Dame Azilda Deslauriers, de la dite ville d'Anaconda, dans l'état de Montana, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Pierre Trudeau, ce dernier autrefois du dit lieu et maintenant de lieux inconnus ; Ursule Deslauriers, épouse commune en biens de Thomas Moreau, de la dite ville d'Anaconda, et le dit Thomas Moreau, autrefois du dit lieu et maintenant de lieux inconnus, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse ; Auguste Deslauriers, de la ville d'Anaconda, et l'honorable Louis Philippe Brodeur, avocat, Conseil du Roi, Ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada, de la ville de Montréal, dans le district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

1. An immoveable bearing subdivision numbers one, two and three, of the official number one hundred and ten, on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected.

2. An immoveable situated in the Center ward, of the city of Montreal, bearing number two, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said Center ward—with the buildings thereon erected.

The immoveables above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY, nineteen hundred and nine, sitting the court, in the court room No. 31, of the court house, in the city of Montreal, district of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation, shall be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to file the said oppositions in the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Any bidder for the immoveables above mentioned must deposit in the hands of the prothonotary of the superior court, before the final adjudication, a sum of five hundred dollars, and failing to make such deposit, the immoveable so adjudicated will be immediately put up again to auction.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd December, 1908, 4710  
[First published, 26th December, 1908.]

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 2924.

LICITATION.

Notice is given that under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the second day of December, one thousand nine hundred and eight, in a cause in which Joseph Deslauriers, farmer, of the parish of Saint Mathias, in the district of Saint Hyacinth, is Plaintiff ; and Alexandre Deslauriers, of Saint Basile le Grand, in the district of Montreal ; Delle Marie-Louise Deslauriers, of the city of Montreal, in the district of Montreal ; Georges Deslauriers, of the municipality of Legal, in the province of Alberta ; Alexis Deslauriers, of the town of Charlesson, in the state of Virginia, one of the united states of America ; Gonzague Trudeau, farmer, of the said parish of Saint Basile le Grand, in his quality of curator to Alphonse and Euclide Deslauriers, heretofore of the said parish of Saint Basile le Grand, and now absent from the province of Quebec, according to an act of curatorship rendered by the superior court of the district of Montreal, on the eighteenth of September one thousand nine hundred and six ; Dame Azilda Deslauriers, of the town of Anaconda, in the state of Montana, one of the united states of America, wife common as to property of Pierre Trudeau, the latter heretofore of the said place and now of parts unknown ; Ursule Deslauriers, wife common as to property of Thomas Moreau, of the said town of Anaconda, and the said Thomas Moreau, heretofore of the said place, and now of parts unknown, as well personally as to authorize his said wife ; Auguste Deslauriers, of the said town of Anaconda, and the Honorable Louis Philippe Brodeur, advocate, King's Counsel, Minister of the Marine and Fisheries of Canada, of the city of Montreal, in the district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

A. Deux terres situées dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, dans le comté de Chambly, dans le district de Montréal, connues sous les numéros 12 et 13, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly;

B. Une terre à bois située dans la paroisse de Belœil, connue sous le numéro 513, du cadastre officiel de la paroisse de Belœil, ainsi que deux terres connues et désignées sous les numéros 12 et 200 du cadastre officiel de la paroisse de Belœil :

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, M ER C R E D I, le V I N G T - S E P T I E M E jour de J A N V I E R prochain, (1909), à D I X heures ET D E M I E de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience connue comme cour de pratique, au palais de justice de la cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai précité par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,  
GERVAIS & RAINVILLE.

Avocats du demandeur.

Montréal, 21 décembre 1908. 4683.2  
[Première publication, 26 décembre 1908.]

Canada,  
Province de Québec,  
District de Joliette,  
No 4387. } Cour Supérieure.

#### LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le premier jour de décembre 1908, dans une cause dans laquelle Arthur Charron dit Ducharme, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, est demandeur, et Dame Marguerite Beaubien, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, veuve de Georges Charron dit Ducharme, en son vivant cultivateur, dans l'Idaho, l'un des états-unis d'Amérique, Joseph Nadeau, cultivateur, de la paroisse de Saint Patrick de Rawdon, dans le dit district de Joliette, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Cham Emery Charron dit Ducharme, de la dite paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, enfant mineur issu du mariage du dit Georges Charron dit Ducharme avec la dite Dame Marguerite Beaubien, Wilfrid Charron dit Ducharme, forgeron, dans le Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, Georges Charron dit Ducharme, mécanicien, de Fall River, dans le Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Damien Charron dit Ducharme, absent de cette province, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain connu et désigné sous le No 286, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le Q U I N Z I E M E jour de J A N V I E R 1909, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la ville et le district de Joliette; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de

A. Two farms or lots of land situated in the parish of Saint Basile le Grand, in the county of Chambly, in the district of Montreal, known under the numbers twelve and thirteen (Nos. 12 and 13), in the official book of reference for the parish of Saint Joseph de Chambly.

B. A wooded farm situated in the parish of Belœil, known under the number five hundred and thirteen (No. 513), in the official book of reference for the parish of Belœil, also two lots of land or farms known and designated under the numbers twelve and two hundred (12 and 200), in the official book of reference for the said parish of Belœil.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, (1909), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the practice room, of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,  
GERVAIS & RAINVILLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st December, 1908. 4684  
[First published, 26th December, 1908.]

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Joliette,  
No. 4387. } Superior Court.

#### LICITATION

Notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, the first day of December, 1908, in a cause in which Arthur Charron dit Ducharme, farmer, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, is plaintiff, and Dame Marguerite Beaubien, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, widow of George Charron dit Ducharme, in his lifetime farmer, in Idaho, one of the united states of America, Joseph Nadeau, farmer, of the parish of Saint Patrick of Rawdon, in the said district of Joliette, in his quality of tutor *ad hoc* to Cham Emery Charron dit Ducharme, of the said parish of Saint Ambroise de Kildare, minor child issue of the marriage of the said George Charron dit Ducharme with the said Dame Marguerite Beaubien, Wilfrid Charron dit Ducharme, blacksmith, in Michigan, one of the united states of America, George Charron dit Ducharme, mechanic, of Fall River, in Massachusetts, one of the united states of America, and Damien Charron dit Ducharme, absent from this province, are Defendants, ordering the licitation of a lot described as follows, to wit :

A lot known and designated as No. 286, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare

The immoveable above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1909, sitting the court, in the court room of the court house, in the town and district of Joliette; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the

distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer ces dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs du demandeur.

Joliette, 4 décembre 1908. 4447-2

[Première publication, 12 décembre 1908.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR

Chicoutimi à savoir : } VITAL ELZEAR  
No 1928. } PARADIS, de la cité  
de Québec, Curateur ; contre ADELARD TREMBLAY, de Saint-Félicien, Failli.

1° Un certain terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Félicien, mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure précise, faisant partie du lot de terre numéro (18B) dix-huit B, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Desmeules ; borné en front vers le sud-ouest au chemin de front du dit rang, en profondeur au nord-est et du côté sud-est à Jean *alias* Johnny Gagnon, et du côté nord-ouest à la distance de quinze pieds de la ligne entre les lots numéros dix-huit et dix-neuf du premier rang du dit cadastre—avec les bâtisses et dépendances.

2° Un morceau de terrain situé en la dite paroisse de Saint-Félicien, mesurant en front un demi arpent sur un demi arpent de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro (19A) dix-neuf A, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Desmeules ; borné en front au nord-est partie à l'emplacement de Alfred Tremblay et Emile Bouchard, et partie à l'emplacement de Jean Baptiste Drolet, en profondeur au sud-est à Joseph Beaumont ou représentants tel que le tout est actuellement—circonstances et dépendances.

3° Un certain emplacement sis et situé en la même paroisse de Saint-Félicien, mesurant en front soixante-et-douze pieds anglais sur un demi arpent de profondeur, faisant partie du lot numéro (19A) dix-neuf A, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du canton Desmeules ; borné en front au nord-est au chemin de front du dit rang, en profondeur au sud-ouest à un morceau de terrain ayant appartenu à Arthur Verrault, au sud-est à Alfred Cossette ou représentants et au nord-ouest à Arthur Verrault ou représentants—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Félicien à DIX heures de l'avant midi, le TREIZIEME jour de JANVIER mil huit cent neuf.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
7 décembre 1908. 4469.2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } DOMICILE TETU, du  
No 2115. } village de Saint-Félicien, Demandeur ; vs J. ALEXANDRE JOBIN, de la paroisse de Saint-Félicien, Défendeur.

Tous les droits qu'il a de réméré sur les immeubles suivants, savoir : les lots numéros huit A et huit B, du cadastre officiel du troisième rang du canton Desmeules, dans la paroisse de Saint-Félicien, dans

said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 4th December, 1908. 4448

[First published, 12th December, 1908.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : } VITAL ELZEAR PARADIS, of the city of Québec, Curator ; against ADELARD TREMBLAY, of Saint Félicien, Insolvent.

1. A certain lot or piece of ground lying and situate in the parish of Saint Félicien, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, exact measure, forming part of the lot of land number (18 B) eighteen B, of the first range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Desmeules ; bounded in front to the south west by the front road of said range, in depth to the north-east and on the south east side by Jean *alias* Johnny Gagnon, and on the north west by the distance of fifteen feet of the line between the lots numbers eighteen and nineteen of the first range of said cadastre—with buildings and dependencies.

2. A piece of land situate in the said parish of Saint Félicien, measuring in front a half arpent by a depth of a half arpent, forming a part of the lot of land number (19 A) nineteen A, of the first range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Desmeules ; bounded in front by the north east partly by the lot of Alfred Tremblay and Emile Bouchard, and partly by the lot of Jean-Baptiste Drolet, in depth to the south east by Joseph Beaumont or representatives, as the whole is actually—circumstances and dependencies.

3. A certain lot lying and situate in the same parish of Saint Félicien, measuring in front seventy two feet english, by a half arpent in depth, forming part of lot number (19 A) nineteen A, of the first range of the official plan and book of reference of the township Desmeules ; bounded in front to the north east by the front road of said range, in depth to the south west by a piece of land having belonged to Arthur Verreault, on the south east by Alfred Cossette or representative, and on the north west by Arthur Verreault or representatives—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Félicien, at TEN o'clock in the forenoon, the THIRTEENTH day of JANUARY one thousand nine hundred and nine.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Shérif.  
7th December, 1908. 4470  
[First published, 12th December, 1908.]

Superior Court—Chicoutimi

Chicoutimi, to wit : } DOMICILE TETU, of the  
No. 2115. } village of Saint Félicien, Plaintiff ; vs J. ALEXANDRE JOBIN, of the parish of Saint Félicien, Defendant.

All the rights of redemption he has on the following immovables : the lots numbers eight A and eight B, of the official cadastre of the third range of the township Desmeules, in the parish of

le comté du Lac Saint-Jean—avec leurs appartenances et dépendances. Les dits droits de réméré appartenant au défendeur, J. Alexandre Jobin, résultent des actes suivants enregistrés au bureau d'enregistrement, à Roberval : (A) Vente à réméré en date du 15 mai 1896, devant Mtre J. D. Marcoux, notaire, par J. Alexandre Jobin à Dame Victoire Fradet, veuve de Pierre Dumonthier ; (B) Vente en date du 4 janvier 1902 devant Mtre J. A. Charlebois, notaire, par J. D. Marcoux, à-qualités à U. Antoine Bélanger ; (C) Acte d'attribution en date du 13 décembre 1904 devant Mtre J. D. Marcoux, notaire, par U. Antoine Bélanger à J. Alexandre Jobin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Félicien, à ONZE heures de l'avant-midi, le TREIZIÈME jour du mois de JANVIER prochain (1909).

Bureau du shérif, Chicoutimi, 7 décembre 1908.  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

O. BOSSE,  
Shérif,  
4471.2

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure — District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **ARTHUR J. B. ROBERT,**  
No 4426. } Demandeur ; vs **PIERRE**  
**LEON GADOURY,** Défendeur.

Une terre en la paroisse de Sainte-Elizabeth, connue et désignée sous les numéros deux cent quarante et un partie et deux cent quarante-deux partie (241 partie et 242 partie), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le **QUATORZIÈME** jour de **JANVIER** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Joliette, 7 décembre 1908.  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

A. M. RIVARD,  
Shérif,  
4461.2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Montcalm.*

Joliette, à savoir : } **THE MATHEW MOODY**  
No 2003. } & **SON COMPANY,**  
LIMITED, Demanderesse ; contre **APPOLINAIRE**  
**OUELLETTE,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, connue comme étant les numéros dix-sept b et dix sept c (17 b et 17 c), du dixième rang du canton de Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le **TREIZIÈME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, 7 décembre 1908.  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

A. M. RIVARD,  
Shérif,  
4463-2

Saint Félicien, in the county of Lake Saint John—with their appurtenances and dependencies. The said rights of redemption belonging to the defendant, J. Alexandre Jobin, and entitle to him under the following deeds registered at the registry office at Roberval : (A) Sale with the right of redemption dated the 15th of May, 1896, before Mtre J. D. Marcoux, notary, by J. Alexandre Jobin to Dame Victoire Fradet, widow of Pierre Dumonthier ; (B) Sale dated the 4th of January, 1902, before Mtre J. A. Charlebois, notary, by J. D. Marcoux, à-qualités, to U. Antoine Belanger ; (C) Deed of composition dated the 13th of December, 1904, before Mtre J. D. Marcoux, notary, by U. Antoine Belanger to J. Alexandre Jobin.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Félicien, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon, the **THIRTEENTH** day of the month of **JANUARY** next, (1909).

Sheriff's Office, Chicoutimi, 7th December, 1908.  
[First published, 12th December, 1908.]

O. BOSSE,  
Sheriff,  
4472

### Sheriff's Sales—Joliette

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **ARTHUR J. B. ROBERT,**  
No. 4426. } Plaintiff ; vs **PIERRE**  
**LEON GADOURY,** Defendant.

A land situated in the parish of Saint Elizabeth, known and described as numbers two hundred and forty one part and two hundred and forty two part (241 part and 242 part), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Elizabeth—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elizabeth, the **FOURTEENTH** day of **JANUARY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Joliette, 7th December, 1908.  
[First published, 12th December, 1908.]

A. M. RIVARD,  
Sheriff,  
4462

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Circuit Court in and for the county of Montcalm.*

Joliette, to wit : } **THE MATHEW MOODY &**  
No. 2003. } **SON COMPANY, LIMITED,**  
Plaintiff ; against **APPOLINAIRE OUELLETTE,**  
Defendant.

1. A land situated in the parish of Saint Calixte de Kilkenny, known as numbers seventeen b and seventeen c (17 b and 17 c), in the tenth range of the township of Kilkenny, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, the **THIRTEENTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, 7th December, 1908.  
[First published, 12th December, 1908.]

A. M. RIVARD,  
Sheriff,  
4464

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lix respectifs tel que mentionné plus bas.

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JEAN-BAPTISTE DRA-  
No 238. } PEAU, bourgeois, des

cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements qui se trouvent entre les mains de J. B. A. TISON, député protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, curateur d'office nommé au délaisement fait en cette cause le 25 novembre 1908, par Romain Beaucage, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur aux biens de Louis Plante, absent. Défendeur.

Une partie du lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, et désigné sous le numéro trois cent quinze (No 315), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, la dite partie entièrement construite, formant le coin nord des rues Montcalm et Bonaparte, mesurant quarante-trois pieds et trois pouces de largeur sur la rue Montcalm par une profondeur de trente-huit pieds et six pouces de largeur sur la rue Bonaparte, plus ou moins—avec une bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 décembre 1908. Shérif. 57  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } J. CLEOPHAS LAMO-  
No 389. } THE ET CHARLES

CHAMPOUX, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, et y pratiquant ensemble et en société sous la raison sociale de "Lamothe et Champoux, Demandeurs ; contre les terres et tenements de HENRY W. PRENDERGAST, du même lieu. Défendeur.

Cinq lots de terre ayant front sur la rue de Lorimier, en la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos 5, 6, 7, 8 et 9, de la subdivision du lot No 1223, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. Shérif. 4483.2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } DAME MARIE HAMEL,  
No 6911. } épouse contractuellement

séparée de biens de Adélar Limoges, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, entrepreneur, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne. La dite Dame Hamel y faisant affaires seule comme entrepreneur et manufacturier de portes et chassis, sous les nom et raison sociale de "Limoges et Cie", Demanderesse ; contre les terres et tenements de EUGENE PAGE, de Tétreaultville, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en le village de Tétreaultville de Montréal ; borné en front par la rue Marie-Antoinette, connu et désigné sous le numéro six cent trente et un, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (631-

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JEAN-BAPTISTE DRA-  
No. 238. } PEAU, gentleman, of

the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements in the hands of J. B. A. TISON, deputy protonotary of the superior court for the district of Montreal, curator duly appointed to the abandonment made in this cause the 25th November, 1908, by Romain Beaucage, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the estate of Louis Plante, absentee, Defendant.

A part of the lot of ground lying and situate in Saint James ward, in the city of Montreal, and described under number three hundred and fifteen (No. 315), on the official plan and book of reference of the said ward, the said part entirely built on, forming the north corner of Montcalm and Bonaparte streets, measuring forty three feet and three inches in width on Montcalm street by a depth of thirty eight feet and six inches in width on Bonaparte street, more or less—with a building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 29th December, 1908. Sheriff. 58  
[First published, 2nd January, 1909.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } J. CLEOPHAS LAMOTHE  
No. 389. } AND CHARLES CHAM-

POUX, both advocates of the city and district of Montreal, and there practicing together and in partnership under the firm name and style of Lamothe & Champoux, Plaintiffs ; against the lands and tenements of HENRY W. PRENDERGAST, of the same place, Defendant.

Five lots of land having front on de Lorimier street, in the said city of Montreal, known and described as numbers 5, 6, 7, 8 and 9, of the subdivision of lot No. 1223, of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with house and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 9th December, 1908. Sheriff. 4484  
[First published, 12th December, 1908.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARIE HAMEL,  
No. 6911. } wife separated by marriage

contract as to property of Adélar Limoges, and the latter to authorize his said wife for the present purposes, contractor, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne. The said Dame Hamel there doing business alone as contractor and manufacturer of doors and windows, under the firm name and style of "Limoges & Cie", Plaintiff ; against the lands and tenements of EUGENE PAGE, of Tétreaultville, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in the village of Tétreaultville of Montreal ; bounded in front by Marie-Antoinette street, known and described as number six hundred and thirty one, of the subdivision of lot number three hundred and ninety eight

398), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Marie-Antoinette, connu et désigné sous le numéro six cent trente-deux, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (632-398), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. 4487-2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME THAIS LALU-  
No 2449. } MIERE, veuve de Louis Geoffrion, en son vivant de la paroisse de Varennes, district de Richelieu, résidant au dit village de Varennes, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE OUELLETTE, jardinier, de Boucherville, district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la paroisse de Boucherville, au Pérou, contenant environ deux arpents et neuf perches de front sur environ deux arpents et deux perches de profondeur; de là prenant quatre arpents et sept perches de front sur cinq arpents et une perche de profondeur ou environ, tenant au bout nord-ouest partie au chemin de front du dit rang, et à Alfred Jodoin ou représentants, à l'autre bout au terrain appartenant aux représentants de Emelie Savaria, joignant au côté nord-est à Moïse Huet ou représentants, et de l'autre côté au dit Alfred Jodoin ou représentants, et à Paschal Jodoin ou représentants. Le dit terrain faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro 174, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la dite paroisse de Boucherville.

2° Un emplacement situé au village de Boucherville, connu et désigné sous le numéro 93, aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville—avec circonstances et dépendances, tenant à un bout à la rue Saint-Pierre, et à l'autre bout à la rue Saint-Louis.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 9 décembre 1908. 4486-2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME THAIS LALU-  
No 1704. } MIERE, veuve de Louis Geoffrion, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Varennes, district de Richelieu, résidant au village de Varennes, district de Richelieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE OUELLETTE, jardinier, de Boucherville, district de Montréal, Défendeur.

Une terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Boucherville, comté de Chambly, district de Montréal, partie en la troisième et partie en la quatrième concession, contenant deux arpents sept perches et onze pieds de front sur la profondeur qui peut se trouver dans les limites ci-après décrites, savoir: tenant au bout nord-ouest à Elie Lalumière ou représentants, à l'autre bout à Paschal Jodoin ou représentants, et au chemin de front du quatrième rang au Pérou, joignant d'un côté, au nord-est à Alexis Robert ou représentants, et de l'autre côté à Théophile Savaria ou représentants; la dite terre formant partie des immeubles

(631-398), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—without buildings.

2. Another lot of land lying and situate in the same place; bounded in front by Marie-Antoinette street, known and described as number six hundred and thirty two, of the subdivision of lot number three hundred and ninety eight (632-398), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th December, 1908. 4488  
[First published, 12th December, 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME THAIS LALU-  
No. 2449. } MIERE, widow of Louis Geoffrion, in his lifetime of the parish of Varennes, district of Richelieu, residing in the said village of Varennes, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE OUELLETTE, gardener, of Boucherville, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Boucherville, at Pérou, containing about two arpents and nine perches in front by about two arpents and two perches in depth, thence containing four arpents and seven perches in front by five arpents and one perch in depth or about; bounded at the north west end partly by the front road of said range and by Alfred Jodoin or representatives, on the other end by the land belonging to the representatives of Emelie Savaria, on the north-east side by Moïse Huet or representatives, and on the other side by the said Alfred Jodoin or representatives and by Paschal Jodoin or representatives. The said lot forming part of the immoveable known and described as number 174 on the official plan and book of reference of the municipality of the said parish of Boucherville.

2. A lot situate in the village of Boucherville, known and designated as number 93 on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville—with circumstances and dependencies; bounded at one end by Saint Peter street and at the other end by Saint Louis street.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th December, 1908. 4486  
[First published, 12th December, 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME THAIS LALU-  
No. 1704. } MIERE, widow of Louis Geoffrion, in his lifetime farmer, of the parish of Varennes, district of Richelieu, residing in the village of Varennes, district of Richelieu, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE OUELLETTE, gardener, of Boucherville, district of Montreal, Defendant.

A lot—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Boucherville, county of Chambly, district of Montreal, part in the third and part in the fourth concession, containing two arpents seven perches and eleven feet in front by the depth there may be in the limits hereinafter described, to wit: bounded on the north west end by Elie Lalumière or representatives, on the other end by Paschal Jodoin or representatives, and to the front road of the fourth range at Pérou, joined on one side to the north east by Alexis Robert or representatives, and on the other side by Théophile Savaria or representatives, the said lot forming part

connus et désignés sous les Nos 109 et 174, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Boucherville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à MIDI.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 9 décembre 1908. Shérif. 4511-2  
[Première publication, 12 décembre 1908].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE TRUST AND LOAN  
No 3220. } COMPANY OF CANADA.

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements qui se trouvent entre les mains de EUSEBE BRANCHAUD, député protonotaire de la cour supérieure, curateur nommé par jugement de cette cour, en date du 19 septembre 1908, au délaissement fait le 16 du même mois par Guillaume Ouellette, de Saint-Pierre aux Liens, district de Montréal, l'un des défendeurs en cette cause et qui se trouvent aussi entre les mains de Hormidas Desmarchais et Vitaline Ouellette, son épouse, tous deux ci-devant de Notre-Dame des Neiges, dit district, et maintenant de la cité et du district de Montréal, le premier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et Sylvio Desmarchais, de Montréal susdit, les trois autres défendeurs en cette cause, les dits lots décrits comme suit :

Parties des quatre lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-cinq. (222, 223, 224 et 225), de la subdivision du lot de terre numéro vingt-huit (28), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, la dite partie du premier lot contenant trente-trois (33) pieds de front et en arrière par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, et les dites parties de chacun des dits trois lots en dernier lieu mentionnés, contenant vingt (20) pieds de front et en arrière par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; les dites parties des dits quatre lots étant bornées en front par le chemin public de la Côte des Neiges, en arrière par le résidu des dits quatre lots, avec le droit de passage dans l'avenue Maple Wood, laquelle borne d'un côté le lot de subdivision deux cent vingt-deux (222), les dites parties des dits quatre lots ne formant qu'un seul lot de terre—avec les bâtisses sus-érigées (parties 28, 222, 223, 224 et 225).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. Shérif. 4489-2  
[Première publication, 12 décembre 1908]

**Ventes par le Shérif—Pontiac**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JOSEPH BELLEHUE-  
District de Pontiac, } MEUR, marchand, du  
No 880. } village de Lorrainville,  
dans le district de Pontiac, Demandeur; contre  
ALFONSE VEOMENIL BELLANGER, cultivateur,  
du canton de Guigues, dans le district de  
Pontiac, Défendeur.

of the immovables known and described as numbers 109 and 174, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Boucherville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at NOON.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th December, 1908. Sheriff. 4512  
[First published, 12th December, 1908.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE TRUST AND LOAN  
No. 3220. } COMPANY OF CANADA,

body politic and corporate, with its chief office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements in the hands of EUSEBE BRANCHAUD, deputy protonotaire of the superior court, curator appointed by judgment of this court, dated the 19th September, 1908, to the surrender made the 16th of the same month by Guillaume Ouellette, of Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, one of the defendants in this cause and which are also in the hands of Hormidas Desmarchais and Vitaline Ouellette, his wife, both heretofore of Notre Dame des Neiges, said district, and now of the city and district of Montreal, the first personally as well as to authorize his said wife, and Sylvio Desmarchais, of Montreal aforesaid, the three other defendants in this cause, the said lots described as follows :

Parts of the four lots of land known and designated under the numbers two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four and two hundred and twenty five (222, 223, 224 and 225), of the subdivision of the lot of land number twenty eight (28), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, containing the said part of the first lot thirty three (33) feet in front and rear by ninety five (95) feet in depth, and containing the said parts of each of the said three last mentioned lots, twenty (20) feet in front and rear by ninety five (95) feet in depth, english measure, more or less; bounded in front, the said parts of said four lots by the public road of Côte des Neiges, in rear by the remainder of said four lots, with right of way in Maple Wood avenue, which bounds subdivision lot number two hundred and twenty two (222) on one side, the said parts of said four lots forming but one block of land—with the buildings thereon erected (parts 28, 222, 223, 224 and 225).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th December, 1908. Sheriff. 4490  
[First published, 12th December, 1908.]

**Sheriff's Sales—Pontiac**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Québec, } JOSEPH BELLEHUE-  
District of Pontiac, } HUMEUR, merchant  
No. 880. } of the village of Lorrainville,  
in the district of Pontiac, Plaintiff, against  
ALFONSE VEOMENIL BELLANGER, farmer of  
the township of Guigues in the district of Pontiac,  
Defendant.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, à savoir :

Tous ces morceaux ou étendues de terre connus comme lots numéro 26, dans le huitième rang du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, contenant cent acres, plus ou moins.

Lots numéros 25, 26, 32, 33, dans le 9<sup>e</sup> rang du canton de Guigues dans le district de Pontiac, contenant chacun cent douze acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, ci-devant annoncées, pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville Marie, dans la 2<sup>e</sup> division d'enregistrement du comté de Pontiac, le premier jour d'octobre 1908, à dix heures de l'avant-midi, seront maintenant vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville Marie, dans la 2<sup>e</sup> division d'enregistrement du comté de Pontiac, le QUATRIÈME jour de FEVRIER 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Bryson, 28 décembre 1908. 43  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec, } ROLLAND MILLAR, ad-  
District de Pontiac, } ROLLAND MILLAR, avocat, du village de  
No 968. } Bryson, dans le district de  
Pontiac, Demandeur ; contre MOISE MIRON,  
cultivateur, du canton de Duhamel, dans le district  
de Pontiac, Défendeur, à savoir :

Une terre composée des lots numéros 4, 5 et 6, dans le 5<sup>e</sup> rang du canton de Duhamel, dans le comté de Pontiac, chaque lot contenant 100 acres de terre en superficie et de la partie est des lots numéros 1, 2, 3 et 4, dans le 4<sup>e</sup> rang du susdit canton de Duhamel, chaque partie contenant 43 $\frac{1}{2}$  acres de terre et en tout 175 acres en superficie—ensemble avec les bâtisses sus-érigées—circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville Marie, dans la 2<sup>e</sup> division d'enregistrement du comté de Pontiac, le QUATRIÈME jour de FEVRIER 1909, à DEUX heures de l'après-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif. Shérif.  
Bryson, 28 décembre 1908. 45  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } MARIE JOSEPH JULES  
No. 347. } BAILLARGEON ; vs  
JOSEPH GOULET, à savoir :

1<sup>o</sup> Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Commerciale—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2<sup>o</sup> Le tiers indivis du lot No 7 (sept), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Commerciale—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 30 décembre 1908. 73  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, to wit :

All those parcels or tracts of land known as lots number 26, in the eighth range of the township of Guigues, in the district of Pontiac, containing one hundred acres more or less.

Lots number 25, 26, 32, 33 in the 9<sup>th</sup> range of the township of Guigues, in the district of Pontiac, containing each one hundred and twelve acres of land more or less with all the buildings and improvements thereunto belonging, formerly announced to be sold at the registry office, in the village of Ville Marie, in the 2<sup>nd</sup> registration division of the county of Pontiac, on the 1<sup>st</sup> day of October, 1908, at ten o'clock in the forenoon, will now be sold at the registry office, in the village of Ville-Marie, in the 2<sup>nd</sup> registration division of the county of Pontiac on the FOURTH day of FEBRUARY, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office, Sheriff.  
Bryson 28th December, 1908. 44  
[First published, 2nd January, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*In the Superior Court.*

Province of Quebec, } ROLLAND MILLAR, ad-  
District of Pontiac, } ROLLAND MILLAR, of the village of  
No. 968 } Bryson, in the district of Pontiac, Plaintiff ; against MOISE MIRON, farmer, of the township of Duhamel, in the district of Pontiac, Defendant, to wit :

A certain farm property composed of lots numbers 4, 5 and 6, of the 5<sup>th</sup> range of the township of Duhamel, in the county of Pontiac, each lot containing 100 acres of land in superficies, and of the east portion of lots numbers 1, 2, 3 and 4, of the 4<sup>th</sup> range of the aforesaid township of Duhamel, each portion containing 43 $\frac{1}{2}$  acres of land, and in all 175 acres in superficies—together with the buildings thereon erected and the appurtenances thereunto belonging

To be sold at the registry office, in the village of Ville Marie in the 2<sup>nd</sup> registration division of the county of Pontiac, on the FOURTH day of FEBRUARY, 1909, at TWO o'clock in the afternoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Bryson, 28th December, 1908. 46  
[First published, 2nd January, 1909.]

**Sheriff's Sales—Quebec**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } MARIE JOSEPH JULES  
No. 347. } BAILLARGEON ; vs  
JOSEPH GOULET, to wit :

1. Lot No. 5 (five), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Commercial street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The undivided third of the lot No. 7 (seven), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot situate on Commercial street—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 30th December, 1908. 74  
[First published, 2nd January, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

## Sheriff's Sales—Saguenay

**A VIS PUBLICO** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Malbaie, à savoir : **JOHN BREAKEY**, de la No 2379. } cité de Québec, Demandeur ; contre **L. A. ROBITAILLE**, Défendeur.

Comme étant au nom de John Breakey :

1° La limite No A. Licence No 193. Rivière Saint-Jean. Un territoire situé sur la rivière Saint-Jean et désigné comme suit, savoir : Partant à l'angle nord-ouest de la limite No 8, rivière Saint-Jean, et de là, vrai ouest 5½ milles ; de là, vrai sud 8 milles ; de là, vrai est 2 milles, plus ou moins, à la ligne de la limite nord-ouest du lit de la rivière aux Saumons (ou son prolongement), de là, suivant dans une direction nord-est de la dite ligne et son prolongement, 3 milles, plus ou moins, au dernier rang de la ligne de la limite No 8 ci-dessus mentionnée ; de là, suivant dans une direction septentrionale du dit dernier rang de la limite du commencement.

Superficie, 28 milles carrés, plus ou moins.

2° Limite No B. Licence No 194. Rivière Saint-Jean. Partant à l'angle nord-ouest de la limite de la rivière Saint-Jean A, et de là, vrai ouest 5 milles ; de là, vrai sud 8 milles au point de départ.

Superficie, 40 milles carrés, plus ou moins.

3° Limite No 2. Licence No 195. Rivière-aux-Saumons. Comprenant tout le territoire vacant entre les limites de la rivière Saint-Jean Nos 4 et 6 et partie de 8, et les limites de la rivière-aux-Saumons No 1, et la rivière Saint-Jean A ;

Superficie, 41 milles carrés, plus ou moins.

4° Limite No 3. Licence No 196. Rivière aux Saumons. Partant à la frontière sud de la limite de la rivière Saint-Jean B, à 1¼ mille vrai est de son angle sud-ouest ; de là, de ce front, suivant une vraie direction méridionale d'une ligne de 11 milles de longueur ; de là, vrai est 8 milles, plus ou moins, à la ligne ouest de la limite de la rivière aux Saumons No 1 ; de là, suivant septentrional suivant la dite ligne de la limite et aussi sa frontière nord-est jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne sud du lit de la rivière Saint-Jean A ; de là, vrai ouest suivant la dite ligne de la frontière sud 6 milles, plus ou moins, au point de départ.

Superficie, 74 milles carrés, plus ou moins, sans préjudice aux licences antérieures ou pour être renouvelées.

5° Limite No 13. Licence 197. Rivière Chambers et aux Saumons. Comprenant tout ce territoire entre les limites de la rivière Magpie A, No 2, rivière Chambers, rivière Saint-Jean No 2, rivière aux Saumons Nos 1 et 3, et borné comme suit : vers le nord par les limites de la rivière Magpie A et rivière aux Saumons No 3, vers l'est et sud-est, partie par les limites de la rivière aux Saumons No 1 et rivière Saint-Jean No 2, vers la partie sud par la limite No 2, rivière Saint Jean et rivière Chambers, et vers l'ouest par la dite limite de la rivière Chambers et Magpie No 2.

Superficie, 77 milles carrés, plus ou moins, sans préjudice aux licences antérieures ou pour être renouvelées.

Comme étant au nom de H. M. Price.

6° Limite No 1 est. Licence No 198. Rivière Saint-Jean. De l'arrière ligne des locations rivière Saint-Jean, Nos 3 et 5, remonter la branche est de la dite rivière environ 11 milles jusqu'à l'embouchure de la branche nord, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche est.

Superficie, 22 milles carrés, plus ou moins.

7° Limite No 2 est. Licence No 199. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche nord, remon-

**PUBLICO NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Québec.*

Malbaie, to wit : **JOHN BREAKEY**, of the city No. 2379. } of Québec, Plaintiff ; against **L. A. ROBITAILLE**, Defendant.

As being in the name of John Breakey :

1. Limit No. A. License No. 193. River Saint John. A territory situate on the river Saint John and described as follows, to wit : Starting from the north west angle of limit No. 8, river Saint John ; thence, true west 5½ miles ; thence, true south 8 miles ; thence, true east 2 miles, more or less, to the line of the north west limit of the bed of the river aux Saumons (or its prolongation) ; thence, following in a north east direction of the said line and its prolongation 3 miles, more or less, to the last range of the line of limit No. 8 above mentioned ; thence, in a northerly direction of the said last range of the first limit.

Area, 28 square miles, more or less.

2. Limit No. B. License No. 194. River Saint John. Starting from the north west angle of the limit river Saint John A, and thence, true west 5 miles ; thence, true south 8 miles to the point of departure.

Area, 40 square miles, more or less.

3. Limit No. 2. License 195. River aux Saumons. Comprising all the vacant territory between the limits of the river Saint John Nos. 4 and 6 and part of 8, and the limits of the river aux Saumons No. 1, and the river Saint John A.

41 square miles in area, more or less.

4. Limit No. 3. License No. 196. River aux Saumons. Starting from the south border of the limit river Saint John B 1¼ miles true east of its south west angle ; thence, from this point following a true southerly direction of a line 11 miles in length ; thence, true east 8 miles, more or less, to the line west of the limit river aux Saumons No. 1 ; thence, northerly following the said line of the limit and also its north east border until it meets the south line of the bed of the river Saint John A ; thence, true west following the said line of the south border 6 miles, more or less, to the point of departure.

Area 74 square miles, more or less, without prejudice to the previous or the licenses to be renewed.

5. Limit No. 13. License 197. Rivers Chambers and aux Saumons. Comprising all the territory between the limits of the river Magpie A No. 2, river Chambers, river Saint John No 2, river aux Saumons Nos. 1 and 3, and bounded as follows : on the north by the limits of the river Magpie A and river aux Saumons No. 3, on the east and south east, partly by the limits of the river aux Saumons No. 1 and river Saint John No. 2 ; on the south part by limit No. 2, river Saint John and river Chambers, and on the west by the said limit of the river Chambers and Magpie No. 2.

Area, 77 square miles, more or less, without prejudice to the previous or the licenses to be renewed.

As being in the name of H. M. Price.

6. Limit No. 1 east. License No. 198. River Saint John. From the rear line of the river Saint John locations Nos 3 and 5, going up the east branch of the said river about 11 miles to the mouth of the north branch by the depth of a mile on each side of the said east branch.

Area, 22 square miles, more or less.

7. Limit No. 2 east. License No. 199. River Saint John. From the mouth of the north branch,

ter la course de la branche est, 9 milles mesurés suivant l'alignement N, 45 degrés est astronomique, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche est.

Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

8° Limite No 3 est. Licence No 200. Rivière Saint-Jean. De l'arrière ligne des locations. Rivière Saint-Jean, branche est Nos 1 et 2, remonter le cours de la branche nord, 10 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche nord.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

9° Limite No 7. Licence No 201. Rivière Saint-Jean. De la ligne nord de la location. Rivière Saint-Jean, No 5, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 6 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est franc.

Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

10° Limite No 8. Licence No 202. Rivière Saint-Jean. De la ligne nord de la location de la rivière Saint-Jean No 6, remonter la rive ouest de la dite rivière Saint-Jean, six milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur vers l'ouest de deux milles mesurés depuis la dite rivière.

Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

11° Limite No 1. Licence No 203. Rivière aux Saumons. De l'arrière ligne des locations rivière Saint-Jean 2 et 4, remonter la rivière aux Saumons, 17 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite rivière, mesuré de manière à donner 34 milles en superficie.

Superficie, 34 milles, plus ou moins.

12° Limite No 1. Licence No 210. Rivière Saint-Jean. Partant à six milles au nord du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 12 milles environ, jusqu'au confluent de la rivière aux Saumons, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est franc.

Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

13° Limite No 2. Licence No 211. Rivière Saint-Jean. Partant de l'arrière ligne de la seigneurie de Mingan, sur le côté ouest de la rivière Saint-Jean, de là, montant la dite rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière aux Saumons, environ 12 milles par une profondeur de deux milles de la dite rivière, mesurés dans une direction occidentale.

Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

14° Limite No 3. Licence No 212. Rivière Saint-Jean. Partant de la ligne nord de la location de la rivière Saint-Jean No 1, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, jusqu'à l'embouchure de la branche est, sur une profondeur de deux milles mesurés vers l'est.

Superficie, 23 milles carrés, plus ou moins.

15° Limite No 4. Licence No 213. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la rivière aux Saumons, remonter la rive ouest de la rivière Saint-Jean, jusqu'au confluent de la branche est, sur une profondeur de deux milles mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

16° Limite No 5. Licence No 214. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 10 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

17° Limite No 6. Licence No 215. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive ouest de la rivière Saint-Jean 10 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière en courant perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

18° Limite No 1. Licence No 217. Rivière Chambers. Un territoire situé sur la rivière Chambers, et désigné comme suit : Partant sur la rivière Cham-

ascending the course of the east branch, 9 miles measured, according to the line N, 45 degrees astronomically east, for a depth of a mile on each side of the said east branch.

Area, 18 square miles, more or less.

8. Limit No. 3 east. License No. 200. River Saint John. From the rear line of the river Saint John, location east branch Nos. 1 and 2, ascending the course of the north branch, 10 miles measured according to the true north line by the depth of a mile on each side of the said north branch.

Area, 20 square miles, more or less.

9. Limit No. 7. License No. 201. River Saint John. From the north line of the river Saint John location No. 5, ascending the east shore of the river Saint John, 6 miles measured according to the true north, by a depth of two miles measured from the said river following the true east.

Area, 12 square miles, more or less.

10. Limit No. 8. License No. 202. River Saint John. From the north line of the river Saint John location, No. 6, ascending the west shore of the said river Saint John, 6 miles, measured according to the line true north, by a depth on the west of two miles, measured from the said river.

Area, 12 square miles, more or less.

11. Limit No. 1. License No. 203. River aux Saumons. From the rear line of the river Saint John location, 2 and 4, ascending the river aux Saumons, 17 miles measured on a line true north, for a depth of one mile on each side of the said river, measured in a manner giving 34 miles in area.

Area, 34 miles, more or less.

12. Limit No. 1. License No. 210. River Saint John. Starting six miles on the north of the river Saint Lawrence, ascending the east shore of the river Saint John, 12 miles about, to the confluence of the River aux Saumons, by a depth of two miles measured from the said river in a true east direction.

Area, 24 square miles, more or less.

13. Limit No. 2. License No 211. River Saint John. Starting from the rear line of the seignory of Mingan, on the west side of the river Saint John; thence, ascending the said river to the mouth of the River aux Saumons about 12 miles by a depth of two miles from the said river, measured in a westerly direction.

Area, 24 square miles, more or less.

14. Limit No. 3. License No. 212. River Saint John. Starting from the north line of river Saint John, location No. 1, ascending the east shore of the same river to the mouth of the east branch, by a depth of two miles measured towards the east.

Area, 23 square miles, more or less.

15. Limit No. 4. License No. 213. River Saint John. From the mouth of the River aux Saumons, ascending the west shore of the river Saint John to the confluence of the east branch, by a depth of two miles measured perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 18 square miles, more or less.

16. Limit No. 5. License No. 214. River Saint John. From the mouth of the east branch, ascending the east shore of the River Saint John, 10 miles measured true north, by a depth of two miles measured perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 20 square miles, more or less.

17. Limit No 6. License No. 215. River Saint John. From the mouth of the east branch, ascending the west shore of the River Saint John, 10 miles measured in a line true north, by a depth of two miles, measured from the said river running perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 20 square miles, more or less.

18. Limit No. 1. License No 217. River Chambers. A territory situate on the River Chambers, and described as follows: Starting on the River

bers ou la dite rivière est croisée par l'arrière de la limite rivière Saint-Jean No 2; de là, montant la dite rivière Chambers, 12½ milles mesurés dans une vraie direction septentrionale, par une profondeur de 4 milles sur le côté est, d'environ un mille à l'ouest, et du côté sud jusqu'à la rencontre du coin sud-ouest de la limite de la rivière Saint-Jean No 2; et borné vers le sud par l'arrière ligne de la seigneurie de Mingan.

Superficie, 56 milles carrés, plus ou moins.

19° Limite No 3. Licence No 204. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 1, remonter la rive ouest de la dite rivière, 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, depuis la susdite rivière, en courant à l'ouest franc.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

20° Limite No 4. Licence No 205. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 2, remonter la dite rivière Magpie 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

21° Limite No 5. Licence No 206. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 3, remonter la dite rivière Magpie 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'ouest vrai.

22° Limite No 6. Licence No 207. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 4, remonter la dite rivière Magpie 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

23° Limite No 7. Licence No 208. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie, No 5, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'ouest vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

24° Limite No 8. Licence No 209. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 6, remonter la dite rivière Magpie 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

25° Limite No 1. Licence No 216. Rivière Magpie. Partant à six milles du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive ouest de la rivière Magpie 16 milles, mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de deux milles partant de la dite rivière et mesurés suivant l'ouest franc.

Pour être vendus à mon bureau au palais de justice, à la Malbaie, les cinq premiers lots en un seul et même lot, les treize lots suivants dans un seul et même lot et les sept derniers lots aussi dans un seul et même lot, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, 1909, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif.

Malbaie, 28 décembre 1908.

[Première publication, 2 janvier 1909.]

Sheriff.

77

Chambers, where the said river is intersected by the rear of limit River Saint John No. 2; thence, ascending the said River Chambers, 12½ miles measured in a true northerly direction, by a depth of 4 miles on the east side, of about a mile on the west, and on the south side to the meeting of the south west corner of the limit River Saint John No. 2; and bounded on the south by the rear line of seigniorie Mingan.

Area, 56 square miles, more or less.

19. Limit No. 3. License No. 204. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 1, ascending the west shore of the said river, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles from the aforesaid river running to the true west.

Area, 32 square miles, more or less.

20. Limit No. 4. License No. 205. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 2, ascending the said River Magpie, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles from the said river in a true east line.

Area 32 square miles, more or less.

21. Limit No. 5. License No 206. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 3, ascending the said River Magpie, 16 miles, measured true north, by a depth of two miles, measured from the said river in a true west line.

22. Limit No. 6. License No. 207. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 4, ascending the said River Magpie, 16 miles, measured to the true north by a depth of two miles, measured from the said river in a true east line.

Area, 32 square miles, more or less.

23. Limit No. 7. License No. 208. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 5, ascending the said River Magpie, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles measured from the said river in a true west line.

Area, 32 square mile, more or less.

24. Limit No 8 License No. 209. River Magpie. From the north line of the river Magpie, location No. 6, ascending the said river Magpie 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles measured from the said river in a true east line.

Area, 32 square miles, more or less.

25. Limit No. 1. License No. 216. River Magpie. Starting at six miles from the river Saint-Laurence, ascending the west shore of the river Magpie 16 miles measured in a true north direction, by a depth of two miles from the said river and measured in a true west direction.

To be sold at my office in the court house, at Malbaie, the first five lots in one and the same lot, the thirteen following lots in one and the same lot, and the seven last lots also in one and the same lot, the FOURTH day of FEBRUARY next 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office,

Malbaie, 28 h December, 1908

[First published, 2nd January, 1909.]

Sheriff.

78

## Ventes par le Shérif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint François, à savoir :

No 404.

{ JEAN-BAPTISTE  
RÉMILLARD,

## Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit :

No. 404.

{ JEAN BAPTISTE  
RÉMILLARD, Plain-

**Demandeur ; contre HUBERT POLIQUIN, Défendeur.**

Saisi comme appartenant au dit demandeur :  
Le lot de terre numéro vingt-deux E (22 E), du cinquième rang du canton de Stoke, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Stoke, contenant cinquante acres en superficie—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka d'Ascot, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

**HENRY AYLNER,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 9 décembre 1908. 4497.2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

tiff ; against HUBERT POLIQUIN, Defendant.

Seized as belonging to said plaintiff :  
The lot of land number twenty-two E (22 E), of the fifth range of the township of Stoke, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Stoke, containing fifty acres in area—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas de Kostka d'Ascot, the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**HENRY AYLNER,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 9th December, 1908. 4498  
[First published, 12th December, 1908.]

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **ANNA EVA EMPEY,** de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Demanderesse ; contre **JAMES DELENAY,** relieur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre étant le numéro vingt-cinq, du deuxième rang du canton d'Acton, dans le comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, dont la moitié ouest est connue et désignée au cadastre officiel du dit deuxième rang du canton de Saint-André d'Acton, sous le numéro cent soixante-trois, et la moitié est sous le numéro cent soixante-quatre, du dit plan cadastral avec une maison en bois, étable et deux granges, dessus érigées.

2° Un autre lot de terre étant le numéro vingt-quatre, situé sur le deuxième rang du canton Saint-André d'Acton susdit, connu et désigné comme étant les numéros cent soixante-cinq et cent soixante-six, du cadastre officiel du deuxième rang du dit canton de Saint-André d'Acton.

3° Un certain lot de terre situé dans le canton d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, plus particulièrement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Acton, comme étant les lots quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre, autrefois connu comme étant le quart-ouest du lot vingt-quatre, le quart-est et la moitié-ouest de la moitié-est du lot vingt-cinq, dans le premier rang du dit canton d'Acton.

Pour être vendus à la porte de l'église d'Actonvale, comté de Bagot, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

**JOS. L. CORMIER,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 7 décembre 1908. 4453.2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*  
Province de Québec, } **LA CORPORATION EPISCOPALE CATHOLIQUE ET ROMAINE DU DIOCESE DE SAINT-HYACINTHE,** corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse ; vs **FRANCIS BARTELS,** agent d'assurance, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe,

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Saint Hyacinth to wit : } **ANNA EVA EMPEY,** of the city of Saint Louis, district of Montreal, Plaintiff ; against **JAMES DELENAY,** of the city and district of Montréal, book-binder, Defendant.

1. A lot of land being number twenty-five, of the second range of the township of Acton, in the county of Bagot, district of Saint Hyacinth, of which the west half is known and designated on the official plan and book of reference of the said second range of the township of Saint André d'Acton, under the number one hundred and sixty three, and the east half under the number one hundred and sixty four, of said plan—with the wooden house, stable and two barns thereon erected.

2. Another lot of land being number twenty four, situate in the second range of the township of Saint André d'Acton aforesaid, known and designated as being numbers one hundred and sixty five and one hundred and sixty-six, of the official cadastre of the second range of the said township of Saint André d'Acton—without any buildings thereon erected.

3. That certain lot or parcel of land situate, lying and being in the township of Acton, district of Saint Hyacinth, province aforesaid, more particularly known and distinguished on the cadastral plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton as lots forty two, forty three and forty four, formerly known as the west quarter of lot twenty-four, the east quarter and west half of the east half of lot twenty five, in the first range of the aforesaid township of Acton.

To be sold at the church door of Actonvale, county of Bagot, the TWELTH day of JANUARY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

**JOS. L. CORMIER,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 7th December, 1908. 4454  
[First published, 12th December, 1908.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*  
Province of Québec, } **LA CORPORATION EPISCOPALE CATHOLIQUE ET ROMAINE DU DIOCESE DE ST-HYACINTHE,** a body politic and corporate, having its business office in the city and district of Saint Hyacinth, Plaintiff ; vs **FRANCIS BARTELS,** insurance agent, of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant, to wit :

A piece of ground situate in the city of Saint

du côté nord-ouest de la rue Cascades, connu comme étant le lot numéro quatre cent quatre vingt-six (486), des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe—avec les bâtiesse y érigées; à distraire de ce terrain ce qui en a été vendu à Alexandre Choquet, savoir: dix-neuf pieds de front sur la profondeur de ce lot, puis à Paul Decelles, savoir: sept pieds et demi de front sur trente pieds de profondeur. Le dit terrain de Bartels est borné comme suit: en front la rue Cascade, en profondeur par le No 488, appartenant à William Lapiere, d'un côté à ces parties du dit lot 486, vendues aux dits Choquet et Decelles, et de l'autre côté par le lot No 489, avec un droit de passage tant à pieds qu'en voiture sur les lots Nos 484 et 485, et la partie nord-est du No 486, et ce à la profondeur de ces dits lots, pouvant exister en vertu d'actes dûment enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Hyacinthe.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1908. 4499.2  
[Première publication, 12 décembre 1908.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Terrebonne, } **LA CORPORATION**  
Sainte-Scholastique. } **DE LA VILLE DE**  
**TERREBONNE**, Réclamante; vs **THEODULE**  
**GRAVEL**, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Hormidas Pagé, en son vivant de la ville de Saint-Louis de Terrebonne, es-qualité, savoir:

Un lot de terre connu comme portant le numéro deux cent quatre-vingt-treize (No 293), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne—avec les bâtiesse y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain (1909), à TROIS heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 décembre 1908. 81  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **THE SHAWINIGAN**  
No 309. } **LAKES POWER**  
**AND ELECTRIC COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; vs **THE GRÈS FALLS COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, Défenderesse.

Hyacinth, on the north west side of Cascades street, known and designated as being the lot number four hundred and eighty six (486), of the official cadastre of the city of Saint Hyacinth — with buildings thereon erected; to be detached therefrom the part sold to Alexandre Choquet, to wit: nineteen feet in front by the depth of the said lot, and to Paul Decelles, to wit: seven feet and a half in front by thirty feet in depth. The said piece of ground belonging to Bartels is bounded as follows: in front the Cascades street, in depth the lot No. 488, belonging to William Lapiere, on one side the parties of said lot 486, sold to the said Choquet and Decelles, and on the other side by the lot No. 489, and also a right of passage as well on foot as in vehicle on the lots Nos. 484 and 485, and on the north east part of lot No. 486, in the depth of those said lots, existing in virtue of deeds duly registered in the registry office for the county of Saint Hyacinth.

To be sold in my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, WEDNESDAY, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1909), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 9th December, 1908. 4500  
[First published, 12th December, 1908.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Terrebonne, } **THE CORPORATION**  
Sainte Scholastique. } **OF THE TOWN OF**  
**TERREBONNE**, Claimant; vs **THEODULE**  
**GRAVEL**, in his quality of tutor to the minor children of the late Hormidas Pagé, in his lifetime of the town of Saint Louis de Terrebonne, es-qual., to wit:

A lot of land known as number two hundred and ninety three (No. 293), on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne — with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, the THIRD day of FEBRUARY next (1909), at THREE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th December, 1908. 82  
[First published, 2nd January, 1909.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **THE SHAWINIGAN**  
No 309. } **LAKES POWER**  
**AND ELECTRIC COMPANY**, body politic and corporate having its chief business office in the city of Quebec, Plaintiff; vs **THE GRÈS FALLS COMPANY**, body politic and corporate having its principal business office in the city of Three Rivers, Defendant.

Comme appartenant à la demanderesse saisie l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, contenant environ cinq arpents de terre en superficie, faisant partie du lot de terre numéro six cent vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Flore, commençant à un point sur la ligne de division entre Joseph Grenier et Elie Grenier, là où la dite ligne de division rencontre la rivière Shawinigan, au bas des chutes communément appelées "Chutes du Trou du Diable", et s'étendant sur une profondeur d'environ onze cent quarante pieds, dans le côté nord jusqu'au centre d'une coulée là où elle se jette dans la dite rivière Shawinigan; borné au nord par Joseph Grenier, à la profondeur par Arthur Poirier, et des autres côtés par la dite rivière Shawinigan avec les bâtisses dessus construites et aussi avec le pouvoir d'eau qui s'y trouve, l'usine dans laquelle la dite compagnie manufacture l'électricité et les dépendances, et en outre tout ce qui se trouve dans la dite usine et particulièrement une dynamo combinée de la marque "Bullock", et, en plus, tous les poteaux, les fils, et généralement tout ce qui compose l'installation et sert à transmettre le pouvoir et l'électricité en quelque endroit que ce soit appartenant à la dite compagnie, ainsi que tous les privilèges, droits de passages et autres droits quelconques, plus un chemin de vingt-six pieds de largeur partant de la ligne de division et s'étendant jusqu'au terrain de la dite compagnie, lequel chemin longeant la dite rivière Shawinigan et faisant partie du dit lot numéro six cent vingt-trois, et, en outre, le droit exclusif appartenant à la dite compagnie ou représentants légaux de planter des poteaux et leurs supports pour les fils pour une ligne de transport de l'électricité, et de poser tous autres appareils nécessaires à cette fin sur le terrain appartenant à Ferdinand St. Onge, situé en la ville de Shawinigan Falls, et faisant partie du lot de terre numéro six cent vingt-six (626), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Flore; borné en front du côté sud par "The Shawinigan Water and Power Company", et par le chemin public, au sud et à l'ouest par la petite rivière Shawinigan, et de l'autre côté par Hormidas St. Onge, et couvrant environ sept arpents de terre en superficie, ainsi que d'attacher et de fixer sur les dits poteaux pour la dite ligne de transport de l'électricité les fils et leurs supports qui seront nécessaires, avec, de plus, le droit de passage sur le dit terrain pour l'établissement de la dite ligne, ainsi que pour faire tous changements, réparations et renouvellements qui pourraient, en aucun temps, devenir nécessaires, ce droit de planter des poteaux et de poser les supports et appareils aux fins de la dite ligne, ainsi que le droit de passage constituant une servitude passive continue sur la dite propriété immobilière pendant toute la période de temps que la dite ligne pour le transport de l'électricité existera et sera maintenu, avec, de plus, tous les droits et privilèges accordés par la ville de Shawinigan et par la municipalité de Saint-Boniface, et appartenant à la dite compagnie, de se servir des rues, ruelles, places publiques de la corporation de la ville de Shawinigan, pour y planter des poteaux, faire des conduits souterrains et y installer les appareils nécessaires pour fournir de l'électricité à la ville et à ses habitants pour les fins de l'éclairage, chauffage, pouvoir moteur, électrolyse, travail des métaux et pour les fins auxquelles se prêtera ou se prête l'électricité pour une période de vingt-cinq ans et une exemption de taxes municipales pour dix ans, sujet, toutefois, aux règlements de la dite corporation de la ville de Shawinigan et de la municipalité de Saint-Boniface, aussi les écluses, quais, tuyaux en acier de cent cinquante-sept pieds de longueur sur cinq pieds de diamètre et tous autres tuyaux, es turbines, dynamos, transformateurs, poteaux, fils dans la ville de Shawinigan et ailleurs, cross arms, isolateurs, fils de cuivre et de fer et tous autres accessoires appartenant à la dite compagnie.

As belonging to the seized plaintiff the following immovable, to wit :

A piece of land of irregular outline, situate in the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, containing about five arpents of land in area, forming part of the lot of land number six hundred and twenty three, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Flore, commencing at a point on the division line between Joseph Grenier and Elie Grenier, where the said division line meets the river Shawinigan, below the falls commonly called "The Devil's Hole Falls", and running for a depth of eleven hundred and forty feet, in the northerly direction to the centre of a gully where it empties into the said river Shawinigan; bounded on the north by Joseph Grenier, in rear by Arthur Poirier, and on the other sides by the said river Shawinigan — with the buildings thereon erected, and also with the water power which is found there, the workshop in which the said company manufactures electricity, and its dependencies, and also whatever is found in the said workshop and particularly a combination dynamo of the "Bullock" mark, and, moreover, all the posts, wires, and generally all that composes the installation and is used to convey power and electricity anywhere belonging to the said company, as well as all the privileges, rights of passage and other rights whatever, and also a road twenty six feet wide starting from the division line and extending to the land of the said company, said road running along the said river Shawinigan and forming part of the said lot number six hundred and twenty three, and moreover, the exclusive right belonging to the said company or its legal representatives of planting posts and their supports for the wires for a line to convey electricity and of fixing all the apparatus necessary for such purpose, on the land belonging to Ferdinand St. Onge, situated in the town of Shawinigan Falls, and forming part of the lot of land number six hundred and twenty six (626), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Flore; bounded in front on the south side by the Shawinigan Water and Power Company and by the public road, on the south and west by the little Shawinigan river, and on the other side by Hormidas St-Onge, and covering about seven arpents of land in area, as also to attach and fasten to the said posts for the said line to convey electricity the wires and their supports which may be necessary, with, moreover, the right of passage over the said lot for establishing the line, as also to make any changes, repairs and renewals which may, at any time, become necessary, this right of planting posts and putting up supports and apparatus for the purposes of the said line, as also the right of passage constituting a passive servitude continue on the said immovable property during the whole term that the said line for the conveyance of electricity will exist and will be kept up, with, moreover, all the rights and privileges granted by the town of Shawinigan and by the municipality of Saint-Boniface, and belonging to the said company, of using the streets, lanes, public places of the corporation of the town of Shawinigan, to plant therein posts, to make underground passages and to install therein the electric apparatus necessary for furnishing electricity to the town and to its inhabitants for the purposes of lighting, heat, motive power, electrolysis, working in metals and for the purposes to which electricity is or may be applied for a period of twenty five years and an exemption from municipal taxes for ten years, subject, however, to the by-laws of the said corporation of the town of Shawinigan and of the municipality of Saint-Boniface, as also the sluices, wharves, steel pipes, of one hundred and fifty feet in length by five feet in diameter, and all other pipes, turbines, dynamos, transformers, posts, wires in the town of Shawinigan and elsewhere, cross arms, insulators, copper wires and iron wires and all other accessories belonging to the said company.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 30 décembre 1908. 103  
[Première publication, 2 janvier 1909.]

### Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. William Kehr, gérant de compagnie, Charlotte Kehr, femme mariée dûment autorisée, Thomas Ernest McCracken, étudiant en droit, Ethel Bachaly, sténographe, Lelia Shunk, sténographe, tous de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, dans les buts suivants :

Transiger et faire les affaires de courtier dans toutes ses branches ; Agir comme agent dans l'achat, la vente et administration de meubles et immeubles de toute nature en obtenant et faisant des prêts avec pouvoir de garantir la valeur de toutes ou aucune garantie données pour prêts obtenus ou faits par l'agence de la compagnie et aussi toutes évaluations faites par la compagnie ;

Agir comme agents d'assurance et en général faire et transiger les affaires d'un agent dans toutes ses branches ;

Prendre et tenir des garanties pour indemniser la compagnie au sujet de tous prêts obtenus ou faits par et garantie par la compagnie ou pour toute évaluation faite par la compagnie ;

Acheter et acquérir les affaires, clientèle, propriété, droits et actif ou toute partie d'iceux, de toute personne, société, corporation ou association dans toutes affaires de même nature ou description que celles devant être faites par la compagnie et de les payer en argent, stock ou bons de la compagnie ou autrement, sous le nom de "The Brokers Agency Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour de décembre 1908.

79 L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de décembre courant, par lesquelles le capital total de la compagnie "The Hodgson Iron and Tube Company", de Montréal, est diminué de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), à cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de décembre 1908.

75 L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

### Demandes à la Législature

Avis est présentement donné que l'Association des Opticiens de la province de Québec s'adressera

To be sold at the church door of the parish of Saints Flore, the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th December, 1908. 104  
[First published, 2nd January, 1909.]

### Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of December, 1908, incorporating Messrs. William Kehr, company manager, Charlotte Kehr, married woman duly authorized, Thomas Ernest McCracken, student at law, Ethel Bachaly, stenographer, Lelia Shunk, stenographer, all of the city of Toronto, in the province of Ontario, for the following purposes ;

To transmit and carry on the business of a broker in all its branches : To act as agent in the purchase, sale and management of real estate and personal property of all natures in obtaining and making loans with power to guarantee the value of all or any security given for loans obtained or made through the agency of the company and also all valuations made by the company ;

To act as insurance agents, and generally to carry on and transact the business of an agent in all its branches.

To take and hold security to indemnify the company in respect of any loans obtained or made through and guaranteed by the company or for any valuation made by the company ;

To purchase and acquire the business, good will, property, rights and assets on any part or portion thereof of any person, firm, corporation or associations in any business of the like kind, nature and description to that to be carried on by the company and to pay for the same in cash, stock or bonds of the company or otherwise, under the name of The Brokers Agency Company, Limited, with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two thousand (2000) shares of ten (\$10.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty ninth day of December, 1908.

80 L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of December instant, by which the total capital of "The Hodgson Iron and Tube Company", is reduced from one hundred and fifty thousand dollars, (\$150,000.00), to fifty thousand dollars (\$50,000.00).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of December, 1908.

76 L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Association of Opticians of the province of Québec will make

à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa loi dans le but d'inclure dans la dite association tous ceux qui pratiquent l'optique, sauf les médecins, les chirurgiens et les marchands de lunettes.

WILFRID BESSETTE,

Procureur de l'association des opticiens  
de la province de Québec.

Montréal, 28 décembre 1908. 97

Avis est par le présent donné que, "The Saint Maurice Hydraulic Company, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres-patentes incorporant la compagnie, augmenter son capital et dans le but de donner les pouvoirs à la compagnie d'acheter et construire des écluses à travers les rivières et lacs dans les districts et comtés y mentionnés; charger des taux de péage pour l'usage des écluses et de tous les travaux et améliorations faits par la compagnie; acquérir tous les droits et terres nécessaires pour les fins de l'entreprise de la compagnie, et pour autres fins.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 30 décembre 1908. 105

application, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act amending its law for the purpose of including in said association any person practicing the optic, except physicians, surgeons and dealers in spectacles and eyeglasses.

WILFRID BESSETTE,

Attorney for the association of opticians  
of the province of Quebec.

Montreal, 28th December, 1908. 98

Notice is hereby given that, the Saint Maurice Hydraulic Company, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an Act confirming the letters patent incorporating the company, increasing its capital stock and for the purpose of giving powers to the company to purchase and build dams across the rivers and lakes within the districts and counties therein mentioned; to charge tolls for the use of dams and all works and improvements done and made by the company; to acquire all rights and lands necessary for the purpose of the company's enterprise and for other purpose.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,

Solicitors for applicants.

Montreal, 30th December, 1908. 106

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 702.

Dame Anna Leizer, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur,  
Demanderesse;

vs

Morris Friedman, de la cité et du district de Montréal, marchand, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 26 décembre 1908. 101

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Rose Pelletier, de la ville de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Wilfrid F. Bessette, manufacturier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse;

vs

Le dit Wilfrid F. Bessette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. S. POULIN,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 29 décembre 1908. 99

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 702.

Dame Anna Leizer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant herein,  
Plaintiff;

vs

Morris Friedman, of the city and district of Montreal, trader, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 25th December, 1908. 102

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*

Dame Marie Rose Pelletier, of the town of Marieville, district of Saint Hyacinth, duly authorized to these presents, wife common as to property of Wilfrid F. Bessette, manufacturer, of the same place,  
Plaintiff;

vs

The said Wilfrid F. Bessette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

J. S. POULIN,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 29th December, 1908. 100

### Avis de Faillites

*District de Saguenay.*

Re François Tremblay, marchand, Les Eboulements, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 janvier 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 95

### Bankrupt Notices

*District of Saguenay.*

Re François Tremblay, merchant, Les Eboulements, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th January, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office: 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,  
Quebec, 30th December, 1908 96

*District de Trois-Rivières.*

Re F. X. Lamontagne, marchand, La Tuque,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 91

*District de Montmagny.*

Re Edouard Forcier, marchand de bois, Saint-Pierre de la Rivière du Sud,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 89

*District de Kamouraska.*

Re F. A. Paquin, marchand, Saint-Eléuthère,  
Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 janvier 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 93

*District de Quebec.*

Dans l'affaire de Abraham Friendlich, marchand, Rivière à Pierre,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 85

*District de Rimouski.*

Joseph Soucy, de Rimouski, marchand, a, le 23 décembre 1908, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 83

*District de Rimouski.*

Re Lucien Dumais, marchand, Matane,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre

*District of Three Rivers.*

Re F. X. Lamontagne, merchant, La Tuque,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 24th December, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1908. 92

*District of Montmagny.*

Re Edouard Forcier, lumber merchant, Saint-Pierre de la Rivière du Sud,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 24th December, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1908. 90

*District of Kamouraska.*

Re F. A. Paquin, merchant, Saint-Eléuthère,  
Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th January, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1908. 94

*District of Quebec.*

In the matter of Abraham Friendlich, merchant, Rivière à Pierre,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 30th December, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1908. 86

*District of Rimouski.*

Joseph Soucy, of Rimouski, merchant, has, on the 23rd of December, 1908, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co.  
Quebec, 30th December, 1908. 84

*District of Rimouski.*

Re Lucien Dumais, merchant, Matane,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 24th December, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are

cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1908. 87

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 162.

In re Dame Azélie Carrière, curatrice à son époux,  
S. Hurteau, de Montréal, Insolvable.  
Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 18 janvier 1909, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

A. LAMARCHE,  
H. LAURENCELLE,  
Curateurs-conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,  
Bâtisse Assurance Royale.  
No 2, Place d'Armes.  
Montréal, 30 décembre 1908. 113

Avis est par le présent donné que les soussignés, ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de John Slevin, de la Petite Rivière Saint-François, marchand.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations assermentées, dans un délai de trente jours.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 30 décembre 1908. 111

#### AVIS AUX CRÉANCIERS.

Dans l'affaire de Daniel J. White, Failli.  
Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,  
Curateur.

Bank of Toronto Chambers.  
Montréal, 30 décembre 1908. 107

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure

In re J. A. Bélanger & Cie, Québec, failli.  
Avis est par le présent donné que Dame Anna Azilda Charpentier, épouse séparée de biens de J. A. Bélanger et y faisant affaires à Québec, sous la raison sociale de J. A. Bélanger & Cie, a le 22 décembre 1908, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 30 décembre 1908. 109

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Honoré Deslauriers, Failli ;

et

\* Félix Deslauriers, Créancier requérant cession.

Avis vous est donné que le 23 décembre courant, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Honoré Deslauriers, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

MAGLOIRE CARRIÈRE,  
Curateur.

Bureau, 102, rue Principal, Hull.  
Hull, 23 décembre 1908. 71

requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1908. 88

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court  
No. 162.

In re Dame Azélie Carrière, curatrix to her husband,  
S. Hurteau, of Montreal, Insolvent.  
A first dividend sheet has been prepared and opened to objection until 18th January, 1909, after which date the dividends will be paid at our office.

A. LAMARCHE,  
H. LAURENCELLE,  
Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,  
Royal Insurance Building.  
No. 2, Place d'Armes.  
Montreal, 30th December, 1908. 114

Notice is hereby given that, the undersigned have been appointed joint curators in the matter of John Slevin, of la Petite Rivière Saint François, merchant.

Creditors are requested to file their claims, duly attested under oath, within thirty days.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint cura

Quebec, 30th December, 1908. 112

#### NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of Daniel J. White, Insolvent.  
I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,  
Curator.

Bank of Toronto Chambers.  
Montreal, 30th December, 1908. 108

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.

In re J. A. Bélanger & Co., Québec, Insolvent.  
Notice is hereby given that Dame Anna Azilda Charpentier, wife separated as to property of J. A. Bélanger and there doing business at Québec under the name and style of J. A. Bélanger & Co., has the 22nd December, 1908, made an abandonment of her property for the benefit of her creditors at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 30th December, 1908. 110

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } Superior Court.

In the matter of Honoré Deslauriers, Insolvent.

and

Félix Deslauriers, and  
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that, on the twenty third day of December instant, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

MAGLOIRE CARRIÈRE,  
Curator.

Office, 102, Principal street, Hull.  
Hull, 23rd December, 1908. 72

## Règle de Cour

Canada,  
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
District de Québec. }  
No 2155.

Le trentième jour de décembre mil neuf-cent-huit.

Présent : L'honorable juge F.-X. Lemieux.  
Le Révérend John Vaughan *et al.*, Demandeurs ;

vs  
Charles-Henri Carrier *et al.*, Défendeurs.

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité des défendeurs et le produit de la vente des biens mobiliers et immobiliers, ordonne aux créanciers de produire en cette cause leurs réclamations sous quinze jours de la première insertion du présent ordre, suivant la loi, avec dépens de la motion à être pris sur la masse.

Vraie copie,

E. CHOUINARD,  
D. P. C. S.

115

## Rule of Court

Canada,  
Province of Quebec, } In the Superior Court.  
District of Quebec. }  
No. 2155.

The thirtieth day of December, one thousand nine hundred and eight.

Present : The honorable Judge F. X. Lemieux.  
The Reverend John Vaughan *et al.*, Plaintiffs ;

vs  
Charles Henri Carrier *et al.*, Defendants.

The court, seeing the allegation of insolvency of the defendants and the proceeds of the sale of their moveable and immoveable property, orders the creditors to file their claims in this cause, within fifteen days of the first insertion of the present order, according to law, with costs of the motion to be taken on the whole styck.

True copy,

E. CHOUINARD,  
D. P. S. C.

116

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :**—Dmes Boisvert vs Denoncourt, 21 ; Bougie vs Lefebvre, 20 ; Chester vs Munkittrick, 19 ; Claude vs Rinfret, 20 ; Laizer vs Friedman, 40 ; Michaud vs Bouchard, 20 ; Normandin vs Dupont, 20 ; Pelletier vs Bessette, 40 ; Pichette vs Trudel, 21 ; Rauchback vs Loofer, 19.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :**—Dmes Cardinal vs Pitre, 20 ; Cyr vs Giroux, 21 ; Sidler vs Lithner, 20.

**ANNONCEURS :**—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1.

**AVIS :**—Soumission, débetures de la province de Québec, 7 ; The Friends Union Cemetary Coy, 19.

**BILLS PRIVÉS :**—Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—Règles du Sénat, 8.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :**—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 10 ; Conseil législatif, 8.

**COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :**—McLachlin Bros, 3 ; The Jaune River Lumber Coy, 3.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :**—Association des Opticiens de la province de Québec, 39 ; Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 15 ; Corporation de la ville de Lachine, 16 ; Corporation des Syndics de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, 16 ; Darveau, Victor, 15 ; Dominion Lime Coy, 16 ; Exécuteurs de la succession S. C. Bagg, 15 ; La Maison des Etudiants, 13 ; Leclaire, J. G. B. et autres, 13 ; Les Prévoyants du Canada, 14 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 13 ; Malone (Delles et autres), 14 ; Montreal Trust and Deposit Coy, 12 ; O'Callaghan, Edward A., 17 ; Parent, M. J. O., 13 ; Racine, Geo. Arthur, 14 ; Saint Maurice Hydraulique Coy, 20 ; Succession Maurice Gougeon, 14 ; Testament de Dame Margaret Ewing, 12 ; The Hull Electric Company, 15 ; The North Eastern Railway

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 1.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**—Dmes Boisvert vs Denoncourt, 21 ; Bougie vs Lefebvre, 20 ; Chester vs Munkittrick, 19 ; Claude vs Rinfret, 20 ; Laizer vs Friedman, 40 ; Michaud vs Bouchard, 20 ; Normandin vs Dupont, 20 ; Pelletier vs Bessette, 40 ; Pichette vs Trudel, 21 ; Rauchback vs Loofer, 19.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :**—Dmes Cardinal vs Pitre, 20 ; Cyr vs Giroux, 21 ; Sidler vs Lithner, 20.

**ADVERTISERS :**—Notice to :—Respecting notices, &c, 1.

**NOTICES :**—Tenders, debentures of the province of Quebec, 7 ; The Friends Union Cemetary Coy., 19.

**PRIVATE BILLS :**—Federal Parliament :—Notices respecting the :—Rules of the Senate, 8.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :**—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 10 ; Legislative Council, 8.

**COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :**—McLachlin Bros, 3 ; The Jaune River Lumber Coy, 3.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :**—Association of the Opticians of the province of Quebec, 39 ; Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 15 ; Corporation of the town of Lachine, 16 ; Corporation of the Trustees of the parish of Saint Gabriel de Brandon, 16 ; Darveau, Victor, 15 ; Dominion Lime Coy, 16 ; Executors of the estate S. C. Bagg, 15 ; La Maison des Etudiants, 13 ; Leclaire, J. G. B. and others, 13 ; Les Prévoyants du Canada, 14 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 13 ; Malone, (Misses and others), 14 ; Montreal Trust and Deposit Company, 12 ; O'Callaghan, Edward A., 17 ; Parent, M. J. O., 13 ; Racine, Geo. Arthur, 14 ; Saint Maurice Hydraulic Coy, 20 ; Estate Maurice Gougeon, 14 ; Will of the late Dame Margaret Ewing, 12 ; The Hull Electric Com-

Coy, 13 ; The Ottawa Golf Club, ; The Quebec County Railway Coy, 15 ; Wiseman et autres, 13.

DÉPUTÉ ÉLU :—Montréal, division No 1, 1.

ELECTION CONTESTÉE :— District électoral de :— Sainte-Marie, Montréal, 17.

ERRATUM :—Page 1971, du 26 décembre, 12.

EXAMEN :— Barreau :— Arthabaska, 18 ; Montréal, 17 ; Ottawa, 18 ; Québec, 18 ; Saint-François, 18.

FAILLIS :— Beauchemin, 22 ; Bélanger & Cie, 42 ; Bessette, 22 ; Carrière (Dme), 42 ; Deslauriers, 42 ; Dumais, 41 ; Ellison & Son, 22 ; Forcier, 41 ; Friendlick, 41 ; Gervais, 21 ; Guibault, 23 ; Hooper, 22 ; Kitchen, 23 ; Lamontagne, 41 ; Paquin, 41 ; Raymond, 23 ; Roberts & Co., 23 ; Slevin, 42 ; Soucy, 41 ; Thibert, 23 ; Thibodeau, 22 ; Tremblay, 40 ; White, 42.

LETTRES PATENTES :—Brokers' Agency Coy, 39 ; Brokers' Agency Coy., 39 ; C. Jobin & Cie, 6 ; F. Bartels' Agency, 4 ; Le Club Social Mille Fleurs, 7 ; The Compton Gold Dredging Coy, 6 ; The Arcade Hotel Coy, 4 ; The Gilmour Soap Works Coy, 3 ; W. Carrier & Coy, 5.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Hodgson Iron and Tube Coy, 39.

LIQUIDATION :— The Mount Royal Tea Rooms, 24 ; Cie de la Cité des Tentés, 21.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Tingwick à Saint-Rémi de Tingwick, 2 ; Municipalité scolaire de Saint-George, 2.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1.

RÈGLES DE COUR :— Tremblay vs Tremblay, 24 ; Vaughan et al vs Carrier et al, 43.

VENTE PAR LICITATION :—Brown vs Brown et al, 24 ; Charron dit Ducharme vs Dme Beaubien, et al, 26 ; Deslauriers vs Deslauriers et al, 25.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

CHICOUTIMI :— Tétu vs Jobin, 27 ; Tremblay, Insolvent, 27.

JOLIETTE :—Moody & Son Co vs Ouellette, 28 ; Robert vs Gadoury, 28.

MONTREAL :— Drapeau vs Tizon, ès-qual, 29 ; Hamel (Dme) vs Pagé, 29 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 30 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 30 ; Lamothe & Champoux vs Prendergas, 29 ; The Trust & Loan Coy' of Canada vs Branchaud ès-qual et al, 31.

PONTIAC :—Bellehumeur vs Bélanger, 31 ; Millar vs Miron, 32.

QUEBEC :—Baillargeon vs Goulet, 32.

SAGUENAY :—Breakey vs Robitaille, 33.

SAINT-FRANÇOIS :—Remillard vs Poliquin, 35.

pany, 15 ; The North Eastern Railway Coy, 13 ; The Ottawa Golf Club, 14 ; The Quebec County Railway Coy, 15 ; Wiseman and others, 13.

MEMBERS ELECTED :— Montreal, division No. 1, 1.

CONTESTED ELECTION :— Electoral district of :— Sainte Marie, Montreal, 17.

ERRATUM :—Page 1971, of the 26th December, 12.

EXAMINATION :—Bar :— Arthabaska, 18 ; Montreal, 17 ; Ottawa, 18 ; Quebec, 18 ; Saint Francis, 18.

INSOLVENTS :—Beauchemin, 22 ; Belanger & Cie, 42 ; Bessette, 22 ; Carrière (Dme), 42 ; Deslauriers, 42 ; Dumais, 41 ; Ellison & Son, 22 ; Forcier, 41 ; Friendlich, 41 ; Gervais, 20 ; Guibault, 23 ; Hooper, 22 ; Kitchen, 23 ; Lamontagne, 41 ; Paquin, 41 ; Raymond, 23 ; Roberts & Co., 23 ; Slevin, 42 ; Soucy, 41 ; Thibert, 23 ; Thibodeau, 22 ; Tremblay, 40 ; White, 42.

LETTERS PATENT :—Brokers' Agency Coy, 39 ; Brokers' Agency Coy, 39 ; C. Jobin & Cie, 6 ; F. Bartels' Agency Coy, 4 ; Le Club Social Mille Fleurs, 7 ; The Compt n Gold Dredging Coy, 6 ; The Arcade Hotel Coy, 4 ; The Gilmour Sora Works Coy, 3 ; W. Carrier & Coy, 5.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Hodgson Iron and Tube Coy, 39.

LIQUIDATION :—Cie de la Cité des Tentés, 21 ; The Mount Royal Tea Rooms, 24.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect :—Several lots of Tingwick to Saint Remi de Tingwick, 2 ; School municipality of Saint George, 2.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1.

RULE OF COURT :—Tremblay vs Tremblay, 24 ; Vaughan et al vs Carrier et al, 43.

SALES BY LICITATION :—Brown vs Brown et al, 24 ; Charron dit Ducharme vs Dme Beaubien, et al, 26 ; Deslauriers vs Deslauriers et al, 25.

SHERIFFS' SALES :

CHICOUTIMI :— Tétu vs Jobin, 27 ; Tremblay, Failli, 27.

JOLIETTE :—Moody & Son Co vs Ouellette, 28 ; Robert vs Gadoury, 28.

MONTREAL :— Drapeau vs Tizon, ès-qual, 29 ; Hamel (Dme) vs Pagé, 29 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 30 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 30 ; Lamothe & Champoux vs Prendergas, 29 ; The Trust & Loan Coy' of Canada vs Branchaud, ès-qual et al, 31.

PONTIAC :—Bellehumeur vs Bélanger, 31 ; Millar vs Miron, 32.

QUEBEC :—Baillargeon vs Goulet, 32.

SAGUENAY :—Breakey vs Robitaille, 33.

SAINT FRANCIS :—Remillard vs Poliquin, 35.

**SAINT-HYACINTHE** : — Corporation Episcopale Catholique et Romaine du diocèse de Saint-Hyacinthe vs Bartels, 36 ; Empey vs Delenay, 36.

**TERREBONNE** : — Corporation de la ville de Terrebonne vs Gravel & qual., 37.

**TROIS-RIVIÈRES** : — The Shawinigan Lakes Power and Electric Coy, vs The Grès Falls Coy, 37.

**SAINT HYACINTH** : — Corporation Episcopale Catholique et Romaine du diocèse de Saint-Hyacinthe vs Bartels, 36 ; Empey vs Delenay, 36.

**TERREBONNE** : — Corporation of the town of Terrebonne vs Gravel & qual., 37.

**THREE RIVERS** : — The Shawinigan Lakes Power and Electric Coy vs The Grès Falls Coy, 37.

